ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 30 juillet 1968, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les droits de l'époux survivant sur la succession du prédécédé", a donné le 20 novembre 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e juli 1968 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de rechten van de langstlevende echtgenoot op de nalatenschap van de voor-overledene", heeft de 20e november 1968 het volgend advies gegeven :

Article 4.

En ce qui concerne le nouvel article 767, I.

Aux termes de cette disposition, "le divorce ou la séparation de corps résultant d'un jugement coulé en force de chose jugée fait perdre de plein droit aux époux la qualité d'héritier de leur conjoint".

Le divorce et la séparation de corps ne sont pas acquis par un jugement mais bien par la transcription de celui-ci. Au surplus, il n'est pas indiqué de déterminer dans un texte relatif aux droits successoraux à quel moment le divorce et la séparation de corps sont acquis. Ce moment résulte d'autres textes qui d'ailleurs pourront varier.

Il est proposé, dès lors, de rédiger l'article 767, I, comme suit :

"La loi n'accorde de droits successoraux qu'au conjoint non divorcé ni séparé de corps".

En ce qui concerne le nouvel article 767, II.

Le projet confère au conjoint une vocation héréditaire en propriété qui exclut totalement celle des ascendants ordinaires et des collatéraux ordinaires, considérés comme parents moins "proches" du défunt que son conjoint. Si le défunt ne laisse que de tels parents dans les deux lignes, son conjoint est appelé à recevoir toute la succession avant eux (alinéa 1er). S'il laisse père ou mère et dans l'autre

.../...

ligne, des ascendants ordinaires ou des collatéraux ordinaires, le conjoint recevra la part qui serait revenue à cette ligne, c'est-à-dire la moitié de la succession (alinéa 2).

Les ascendants autres que le père et la mère seront donc, dans les cas envisagés, privés de vocation héréditaire par le conjoint. N'étant pas héritiers, ils ne pourront plus invoquer la réserve que l'article 915 ne leur reconnaît que s'ils sont effectivement appelés à succéder (cfr. DE PAGE, VIII, 2, n°S 1417 A et 1427). Si, dans ces cas, le défunt a épuisé son patrimoine en libéralités au profit d'autres personnes que son conjoint, celui-ci ne recevra aucun émolument puisqu'il n'est pas réservataire; et l'ascendant, exclu de la succession par la présence du conjoint, ne recevra rien non plus, à moins que le conjoint ne renonce à la succession,ce qui permettrait à l'ascendant devenant l'héritier de demander la réduction des libéralités. Il n'est pas certain que cette conséquence (identique à celle qui se produit actuellement dans le cas où le défunt laisse un frère et un grand-père, par exemple) ait été aperçue; l'exposé des motifs n'y fait pas allusion. Il appartient au législateur de la consacrer en connaissance de cause.

Par ailleurs, toute vocation successorale du conjoint en propriété est exclue si le défunt laisse soit un descendant légitime ou un enfant naturel, soit un frère ou une soeur ou un descendant de ceux-ci, soit son père et sa mère.

.../...

Selon les explications du fonctionnaire délégué, dans les deux alinéas de l'article 767, II, les termes "frères ou soeurs ou descendants de ceux-ci" et les termes "père ou mère" englobent, dans l'intention du Gouvernement, les père et mère naturels et les frères et soeurs naturels ou descendants de ceux-ci, et il n'y a pas lieu de distinguer entre frères ou soeurs germains, consanguins ou **utérins**. Par exemple, si le défunt ne laisse qu'un neveu ou petit-neveu, même consanguin ou utérin, son conjoint ne recevra rien en propriété; il en sera de même si le défunt, enfant naturel, laisse comme héritier, à défaut de descendant et de père et mère, un frère naturel ou des descendants de celui-ci (articles 765 et 766 du Code civil).

Le Gouvernement n'entend pas proposer de déroger à la règle, déduite de la combinaison des articles 750 à 753 du Code civil, selon laquelle tout frère ou soeur légitime du défunt, même s'il n'est que consanguin ou utérin, ou tout descendant de ceux-ci exclut tout ascendant autre que les père et mère, et tout collatéral ordinaire, même de l'autre ligne; ainsi un frère utérin exclut un grand-père paternel ou un oncle paternel. Or, selon le texte de l'alinéa 2, la moitié de la succession est dévolue en propriété au conjoint si, notamment, le défunt ne laisse dans une ligne "que des collatéraux autres que des frères ou soeurs ou des descendants de ceux-ci". Tel serait le cas de l'exemple ci-dessus où le défunt laisse un frère utérin et un oncle paternel : il n'y aurait, dans la ligne paternelle, qu'un "collatéral autre que frère ou soeur ou des descendants d'eux", et selon le texte du projet, le conjoint hériterait de la moitié en propriété, résultat qui ne correspond pas à l'intention du Gouvernement.

.../...

Il convient également d'examiner le cas de l'enfant naturel décédant sans postérité. S'il laisse ses père et mère naturels sa succession leur est dévolue par moitié à chacun (article 765) et son conjoint n'y est pas appelé en propriété. Si ses père et mère sont prédécédés, sa succession est dévolue à ses frères et soeurs et à leurs descendants (article 766) et selon l'article 767, II, en projet, son conjoint ne lui succédera pas davantage en propriété. Mais s'il ne laisse que son père ou sa mère, cet auteur survivant prime les frères et soeurs (articles 765 et 766) et, à s'en tenir au texte de l'alinéa 2 du même article 767, II - conçu en fonction d'une dévolution de la succession à des parents légitimes -, on pourrait penser qu'à défaut de frère ou soeur appelé à succéder, le conjoint succéderait, en ce cas, à la moitié en propriété. Il serait cependant anormal que l'unique auteur survivant de l'enfant naturel - qui exclut les frères et soeurs de celui-ci - soit privé de la moitié de la succession en propriété par le conjoint, alors que ces frères ou soeurs, qui ne peuvent succéder qu'à défaut de cet auteur, excluraient totalement le conjoint.

Si le Gouvernement n'entend pas consacrer ce résultat, lorsque le défunt est un enfant naturel, son conjoint ne viendra à sa succession en propriété que dans l'hypothèse de l'article 767, II, alinéa 1er, et dans ce cas ce sera en totalité.

Comme le dit l'exposé des motifs, le projet entend promouvoir la vocation successorale du conjoint en propriété au détriment des ascendants ordinaires et des collatéraux ordinaires, moins "proches" du défunt que lui-même.

.../...

Dans le cas où le défunt laisserait un enfant naturel, cette promotion ne porte pas atteinte aux droits de l'enfant naturel, mais elle ne serait pas réalisée si la vocation du conjoint en propriété ne venait pas concourir avec celle des parents légitimes autres que les descendants, père et mère et collatéraux privilégiés. A supposer que le défunt laisse un enfant naturel, un grand-père paternel et un oncle maternel, l'enfant aurait droit à la moitié de la succession (article 757). L'autre moitié sera-t-elle dévolue au grand-père et à l'oncle à l'exclusion du conjoint ? Dans le mécanisme actuel de la dévolution de la succession, lorsque le défunt laisse un enfant naturel, l'esprit du projet commande que la partie de la succession enlevée à l'enfant naturel soit dévolue entre les parents légitimes du défunt et le conjoint de celui-ci, en respectant les droits nouveaux attribués par le projet au conjoint en concours avec certains parents .Dans l'exemple ci-dessus, la moitié que ne reçoit pas l'enfant naturel serait donc dévolue entièrement au conjoint. L'on pourrait cependant soutenir que, lorsque l'article 757 fixe la quotité héréditaire de l'enfant naturel en fonction des parents que le défunt laisse, ces parents ne doivent être pris en considération que s'ils sont appelés à succéder (et acceptent la succession), et qu'en l'espèce, le grand-père et l'oncle, étant totalement exclus par le conjoint, ne sont pas à considérer, de manière telle qu'à défaut de règle particulière, l'enfant naturel recevrait toute la succession, sous la seule réserve du droit d'usufruit du conjoint. C'est, semble-t-il, à cette dernière solution que se rallie l'article 5 du projet, en visant, en termes généraux, l'hypothèse où le père ou

.../...

la mère de l'enfant naturel "ne laisse que son conjoint". Cette solution amène à constater que l'attribution d'une vocation en propriété au conjoint aboutirait à supprimer les droits des ascendants ordinaires et collatéraux ordinaires et à les attribuer à l'enfant naturel sans rien laisser en propriété au conjoint.

*

* *

L'alinéa 2 de l'article 767, II, porte que la moitié de la succession est dévolue en pleine propriété au conjoint "nonobstant les dispositions des articles 753 et 754 du Code (et non "Droit) civil".

Cette disposition aura pour conséquence que les droits reconnus au père ou à la mère par l'article 754 précité se trouveront diminués.

*

* *

Au même alinéa 2, il faut lire "père ou mère" au lieu de "père et mère".

Le texte suivant est proposé pour l'article 767, II, pour tenir compte de l'ensemble des observations :

"II. La succession est dévolue en propriété au conjoint survivant lorsque le défunt ne laisse ni descendants, ni enfant naturel, ni frère ou soeur légitimes ou naturels ni descendant d'eux, ni père ni mère légitimes, ni père ni mère naturels.

.../...

La moitié de la succession est dévolue en propriété au conjoint du défunt, nonobstant les articles 753 et 754, lorsque le défunt, enfant légitime, ne laisse ni descendant, ni enfant naturel, ni frère ni soeur ni descendant d'eux et qu'il ne laisse dans une ligne que des ascendants autres que père ou mère ou des collatéraux autres que des frères ou soeurs ou des descendants de ceux-ci.

Lorsque le défunt laisse un enfant naturel, la quotité de la succession qui serait dévolue en vertu de l'article 757 à des ascendants autres que père ou mère et à des collatéraux autres que frères ou soeurs ou descendants d'eux, sera dévolue en propriété au conjoint du défunt".

En ce qui concerne le nouvel article 767, III.

Quant au § 1er de cette disposition, le texte ci-après traduirait avec plus de précision les intentions du Gouvernement :

"III. § 1er. Le conjoint a sur les biens de son époux prédécédé un droit d'usufruit qui est :

1° de la totalité, quand le défunt ne laisse que des frères ou soeurs ou leurs descendants;

2° de la moitié, quand il laisse des descendants légitimes ou naturels ou ses père et mère;

3° du quart, quand il ne laisse que soit son père, soit sa mère.

.../...

S'il est en concours avec des successibles appartenant à plusieurs catégories, la quotité de l'usufruit successoral se fixe à l'égard de chacune d'elles ainsi qu'il est réglé à l'alinéa 1er.

Chacun des successibles est grevé de l'usufruit du conjoint proportionnellement à ce qu'il reçoit en pleine propriété".

*

* *

Aux termes du § 2, alinéa 2, du nouvel article 767, III, " ... l'usufruit successoral du conjoint ne s'exerce que sur les biens formant la quotité disponible et dont le prédécédé n'aurait pas disposé. Cette quotité est fixée conformément à l'article 1094 du Code civil".

La quotité disponible n'est pas fixée seulement par l'article 1094 : elle l'est, suivant les cas, par les articles 1094 et 1098 du Code civil. Il n'est pas nécessaire de mentionner ces articles dans le texte : il suffit de dire qu'il s'agit de la quotité disponible au profit du conjoint survivant.

Le texte suivant est proposé :

"Toutefois, l'usufruit successoral du conjoint ne s'exerce que sur les biens formant la quotité disponible au profit du conjoint et dont le prédécédé n'aurait pas disposé".

*

* * .../...

L'article 767, II, § 6, actuel, du Code civil accorde au conjoint, pour se remplir de l'usufruit successoral qu'il peut exercer, la faculté de se faire attribuer par préférence l'usufruit de certains biens (maison d'habitation occupée par les époux, meubles meublants, terres et matériel) dépendant pour le tout de la communauté ou de la succession, à la condition que leur valeur n'excède pas celle "de la part dont il a l'usufruit". A cette dernière condition il n'est apporté d'exception que pour les successions tombant sous le régime successoral des petits héritages : l'article 2 de la loi du 16 mai 1900 autorise, dans ce régime, le conjoint "auquel est échue une quotité en usufruit de la succession" à se faire attribuer l'usufruit des dits biens même si leur valeur excède celle de la part dont il a l'usufruit, mais il doit servir aux héritiers une rente annuelle calculée à raison de l'excédent.

Cette faculté d'attribution, y compris son extension dans la loi du 16 mai 1900, constitue un attribut de l'usufruit revenant au conjoint comme successeur légal et ne s'étend pas à l'usufruit donné ou légué au conjoint (Cass. 27 mai 1955, Pas., I, 1062). On s'accorde à reconnaître qu'elle n'est pas d'ordre public et que le défunt peut donc en priver son conjoint, comme il peut, au reste, le priver de l'usufruit successoral lui-même (Rép. prat. Dr. belge, V° Successions, n^os 261 et 2.926 et références). Elle n'accorde ainsi au conjoint aucune réserve héréditaire mais implique que le conjoint a droit ab intestat à une quotité, même minime, en usufruit dans l'ensemble de la succession

.../...

(cfr. l'article 767, II, § 6, in fine et l'article 2 précité de la loi du 16 mai 1900);se trouvant ainsi dans l'indivision quant à la jouissance avec d'autres héritiers, le conjoint bénéficie, pour le partage de cette indivision, de la faculté de faire placer dans son lot des biens prévus par ces dispositions (avec, dans le cas de la loi de 1900, une compensation en rente pour l'excédent de valeur des biens par rapport à ses droits). Il s'agit donc d'une modalité particulière de partage de l'indivision (VANISTERBEEK, Droits successoraux du conjoint, n° 96; Rép. prat. Dr. belge, V° Successions, 2932, 2935, 2939 et 2940).

L'article 767, III, § 3 en projet, selon l'exposé des motifs, "reprend le droit actuel" mais "est plus favorable en ce sens que, quelle que soit l'importance de la succession, le survivant des époux pourra obtenir par préférence l'usufruit de la maison d'habitation et des meubles meublants, alors même que leur valeur excède celle de la part dont il a l'usufruit, et ce sans devoir servir une rente aux cohéritiers... Le projet donne ainsi satisfaction aux époux dont la seule fortune est une maison et/ou quelques meubles".

Cette faculté pour le conjoint "de se faire attribuer par préférence et sans indemnité" l'usufruit de l'habitation et des meubles meublants doit être rapprochée de l'article 13 du projet, selon lequel "les dispositions de l'article 767, III, § 3... sont applicables à l'usufruit <u>donné</u> ou <u>légué</u> au conjoint". L'utilité de cette disposition se manifestera, dit l'exposé des motifs, "lorsque le conjoint n'a pas l'usufruit de toute la succession soit en vertu de la loi, soit à la suite d'une libéralité".

.../...

Le Gouvernement ne s'explique pas de manière précise sur la nature et les conditions de ce droit d'attribution.

S'agit-il, comme dans le droit actuel que l'exposé des motifs déclare reprendre, d'un avantage accordé au conjoint en tant que successeur légal à une quotité en usufruit de la succession et pour le partage de celle-ci ? A la différence de l'article 767, II, § 6 actuel, le texte en projet ne fait aucune allusion à "la part en usufruit" du conjoint, et si les mots "se faire attribuer par préférence" peuvent faire songer à une préférence dans le partage avec les héritiers légaux, ils n'ont pas nécessairement cette signification et peuvent aussi bien désigner un droit de recevoir par préférence à n'importe qui, et sans autre condition, l'usufruit des biens visés, d'autant plus que cette attribution se fera aussi "sans indemnité". Bien que l'exposé des motifs, dans ses considérations générales, refuse au conjoint l'octroi d'une réserve héréditaire, ne se trouve-t-on pas ici en présence d'une réserve d'un genre particulier ? On doit d'autant plus se le demander , que l'article 13 du projet accorde le même droit d'attribution sans indemnité au conjoint "donataire ou légataire en usufruit" (sans autre précision) et qu'il semble résulter de la phrase finale de l'article 13 que le défunt ne pourrait en priver le conjoint.

Il est certes techniquement possible, dans certaines conditions, d'organiser le droit d'attribution prévu au projet, dans les limites, et comme attribut, de l'usufruit accordé au conjoint comme successeur légal ab intestat. Sa portée serait, en ce cas, à la fois

.../...

d'accorder au conjoint, ayant droit à une quotité de la succession en usufruit, un avantage dans le partage et d'augmenter l'étendue de son droit successoral, au besoin, jusqu'à la valeur de la maison d'habitation et des meubles meublants s'il entend s'en faire attribuer la jouissance. En d'autres termes, le conjoint aurait droit ab intestat à l'usufruit successoral effectif déterminé par l'article 767, III, §§ 1er et 2, sans que celui-ci puisse être inférieur en valeur à celle de l'habitation et des meubles que le conjoint pourra ainsi s'attribuer par préférence, s'il le désire. Mais, alors, cette extension de l'usufruit successoral n'en modifierait pas la nature : d'une part, le défunt qui peut exhéréder son conjoint de tout droit d'usufruit, pourrait a fortiori exclure en tout ou partie ce droit d'attribution; d'autre part, le droit d'attribution ne pourrait s'exercer sur l'habitation ou les meubles dont le défunt aurait disposé par voie de legs ou d'institution contractuelle à des tiers, ou à un héritier avec dispense de rapport, ou même à un héritier sans dispense de rapport.

Si telle était l'intention du Gouvernement, le texte de l'article 767, III, § 3,en projet devrait y être adapté.

Il devrait aussi bien être revu si le projet tendait à accorder au conjoint un droit dérogeant à la nature et aux conditions de son droit de successeur ab intestat non réservataire, et cela dans les limites des dérogations que l'on voudrait y apporter et qui

.../...

restent à préciser, spécialement si l'on entendait accorder au conjoint ce droit d'attribution sans indemnité même si le défunt l'a exhérédé, ou même sur des biens légués à des tiers ou à des héritiers, dont il faudrait, en ce cas, régler la situation.

L'article 13 du projet doit être examiné en liaison avec l'article 767, III, § 3, puisqu'il confère le même droit d'attribution " par préférence et sans indemnité", "à l'usufruit donné ou légué au conjoint", sans que soit précisé l'objet de cet usufruit.

L'application de cet article exige assurément que le défunt ait effectivement donné ou légué à son conjoint "un" usufruit. En principe, l'objet et les conditions de pareille libéralité sont déterminés par la volonté des parties à la donation ou par celle du testateur.

a) Sans porter atteinte à cette volonté, il est techniquement possible, dans une certaine mesure, de mettre en oeuvre la disposition en projet si on la considère comme une disposition interprétative de cette volonté : par exemple, si le défunt avait légué à son conjoint l'usufruit de la moitié ou des trois-quarts de la succession, on présumerait sa volonté d'octroyer à son conjoint légataire la faculté de se faire attribuer dans le partage de la succession, à due concurrence, par imputation sur cet usufruit légué, celui de l'habitation ou des meubles meublants. Mais une telle règle d'interprétation devrait céder devant une volonté contraire résultant soit d'une clause expresse, soit de l'objet ou de l'étendue de la libéralité, soit d'autres dispositions. On concevrait mal sa mise en oeuvre, par exemple, si le défunt avait légué l'habitation à un tiers ou à un héritier, ou s'il avait

.../...

fait à son conjoint un legs particulier en usufruit de certains immeubles déterminés autres que l'habitation, ou de certains biens mobiliers autres que les meubles meublants qui la garnissent.

Il en serait de même s'il avait légué à son conjoint une quotité en usufruit de sa succession dont la valeur, à laquelle se limiterait le legs, serait manifestement inférieure à celle de l'habitation et des meubles avec la conséquence qu'on ne pourrait attribuer leur jouissance au conjoint sans étendre la libéralité au-delà de ce que le défunt a réellement voulu . Suffirait-il que le défunt lègue "un" usufruit de bijoux valant 5.000 francs à son conjoint pour que celui-ci puisse réclamer l'attribution de l'usufruit de l'habitation et des meubles meublants ?

b) Le texte de l'article 13 semble cependant vouloir aller au-delà d'une règle d'interprétation de la volonté des parties à l'acte de libéralité et se transformer en une règle d'ordre public dont la nature et la mise en oeuvre ne sont pas expliquées,mais qui ferait songer à un droit réservataire nouveau aux contours imprécis et originaux, notamment sur les points suivants :

1) Si réserve il y a, on ne voit pas pourquoi son existence serait subordonnée à la condition préalable que le défunt ait donné ou légué au conjoint "un" usufruit, si minime soit-il .

2) Cette réserve ne protégerait pas le conjoint contre les donations entre vifs que le défunt aurait faites; en effet, l'attribution n'est possible que si l'habitation et les meubles meublants "appartenaient exclusivement au défunt ou étaient tombés dans la communauté pour le tout".

.../...

3) Il est des cas où, selon le projet, le conjoint succède en propriété, et non en usufruit (article 767,II, alinéa 1er, mais il ne résulte pas du projet qu'en pareil cas, il serait titulaire d'une réserve quelconque.

4) L'exposé des motifs, dans ses considérations générales, détaille les raisons pour lesquelles il ne serait pas opportun de reconnaître au conjoint le droit à une réserve. Ces raisons paraissent aussi bien valoir à l'égard d'une réserve à l'usufruit de l'habitation et des meubles qui peuvent, le projet le signale, constituer la seule fortune du défunt.

5) Si réserve il y a, il conviendra, comme le dit l'exposé des motifs dans ses considérations générales, de préciser si elle vient s'ajouter aux réserves existantes et diminuer ainsi la quotité restant disponible au profit de tiers ou si elle se prend sur la réserve globale des descendants et ascendants. Que se passera-t-il, si le défunt laisse ses père et mère et a consenti à un tiers une institution contractuelle de la moitié de sa succession, et si la masse de calcul de la quotité disponible (article 922) est constituée uniquement de biens existants valant 1.000.000 francs dont l'habitation et les meubles pour 500.000 francs ? L'institué contractuel aura-t-il droit à la moitié de la succession (quotité disponible ordinaire) et le conjoint à l'usufruit de l'habitation et des meubles de 500.000 francs, laissant aux père et mère la nue-propriété de 500.000 francs alors que la quotité spéciale du conjoint se limite à la nue-propriété de leur réserve, selon l'article 1094 en projet ? Ou bien sera-ce le tiers institué contractuel qui supportera l'usufruit de 500.000 francs du conjoint ?

.../...

La question se complique du fait que les quotités réservées constituent des quotités d'un ensemble de biens (article 922), alors qu'ici elle porterait sur l'usufruit de certains biens déterminés (habitation et meubles meublants) déjà compris dans cette masse.

c) Il se pourrait, enfin, que l'intention du Gouvernement soit uniquement d'écarter la solution donnée par la Cour de cassation au cas où le conjoint a été gratifié de libéralités imputables sur son usufruit successoral : selon un arrêt du 27 mai 1955 (Pas. 1955, I, 1062), cette imputation a pour conséquence que l'usufruit conservé par le conjoint reste un usufruit donné ou légué auquel n'est pas attaché le droit d'attribution préférentielle, qui ne pourrait donc jouer que pour l'excédent de l'usufruit successoral sur les libéralités imputables sur ce dernier. La question, avant cet arrêt, était controversée (dans le sens de l'arrêt DE PAGE, IX, n° 382, C, contra : VANISTERBEEK, op. cit. , n° 96, Rép. prat. droit belge, V° Successions, n° 259). Il se comprendrait de lege ferenda, que les legs au conjoint, imputables sur son usufruit légal et destinés ainsi à le remplir de cet usufruit, laissent au bénéficiaire le même droit d'attribution préférentielle, moyennant renonciation par lui à ces legs à concurrence de ce qu'il se ferait attribuer . Cette technique serait plus difficile pour les donations entre vifs faites au conjoint.

.../...

Si telle était l'intention du Gouvernement, la disposition contenue dans l'article 13 devrait trouver place dans l'article 767, III, § 3, et ne devrait pas se limiter à l'usufruit légué ou donné puisque le conjoint doit aussi imputer sur son usufruit successoral les libéralités en propriété qui lui auraient été faites. La nature et les conditions à préciser dans l'article 767, III, § 3 pour le droit d'attribution inhérent à l'usufruit ab intestat devraient s'étendre à toute libéralité.

Les observations qui précèdent montrent les orientations entre lesquelles il conviendra d' opter, et la nécessité de décrire clairement la nature, les conditions et les effets des institutions nouvelles que l'on voudra consacrer.

Dans l'ignorance de ces précisions, il n'est possible au Conseil d'Etat de proposer un texte ni pour l'article 767, III, § 3, repris à l'article 4 du projet, ni pour l'article 13 du projet.

*

* *

Le § 4 soulève les observations suivantes .

Dans le régime actuel (article 767, II, § 7), la conversion de l'usufruit successoral en rente viagère ne peut être exigée par les héritiers que s'il sont tous d'accord pour la demander; à défaut d'accord entre eux

.../...

sur l'opportunité de la demander, la conversion sera facultative pour les tribunaux qui, sur l'action intentée par un ou certains héritiers contre les autres, apprécieront, selon l'intérêt des héritiers, s'il y a lieu d'opter pour la conversion. La conversion apparaît ainsi comme "indivisible : elle ne peut être prononcée pour partie". Elle doit, de plus, être demandée contre le conjoint avant le partage.

Selon le projet, chacun des héritiers pourra la demander pour sa part. Le projet n'explique pas les motifs de cette innovation. Le but de la conversion est assurément de diminuer les inconvénients d'un usufruit pour des héritiers réduits à une nue-propriété; mais un tel but ne sera réellement atteint que si la conversion supprime l'usufruit à l'égard de tous les héritiers, par hypothèse indivisaires puisqu'elle ne peut en tous cas plus être exigée après le partage. Si, par exemple, le défunt laisse son conjoint et deux fils, de manière telle que le conjoint aura une moitié indivise en usufruit et chacun des fils un quart indivis en nue-propriété et un quart indivis en pleine propriété, quel intérêt y a-t-il à une conversion partielle qui porterait les droits du fils demandeur à une moitié indivise en propriété, diminuerait l'usufruit du conjoint à un quart indivis, et laisserait les droits de l'autre fils inchangés à un quart indivis en propriété et un quart indivis en nue-propriété ? Le demandeur en conversion pour sa part n'en resterait pas moins en indivision quant à la jouissance avec le conjoint resté usufruitier pour un quart indivis.

.../...

A supposer le cas d'un conjoint dont l'usufruit porterait sur la totalité de la succession, par exemple en concours avec deux frères ayant ensemble la nue-propriété (de manière telle qu'il n'existerait aucune indivision entre eux et le conjoint), celui des deux frères qui demanderait la conversion pour sa part, aurait, de ce fait, une moitié indivise en pleine propriété, son frère conserverait sa moitié indivise en nue-propriété, et le conjoint serait limité à une moitié désormais indivise en usufruit : du coup, le demandeur en conversion deviendrait indivisaire pour la jouissance avec le conjoint: la conversion n'aurait pas supprimé l'inconvénient de l'usufruit, mais l'aurait augmenté d'une indivision supplémentaire.

On aperçoit donc mal l' ntérêt de pareille conversion partielle, sauf celui, discutable, de fournir à l'un des héritiers un moyen de pression sur le conjoint usufruitier, dans des conditions douteuses puisque, par hypothèse, d'autres héritiers ne demandent pas cette conversion et ne veulent pas s'y joindre.

*

* *

A propos d'une autre disposition du projet, à savoir l'article 12, l'exposé des motifs déclare incidemment : "Actuellement, la conversion de l'usufruit légal est d'ordre public ; c'est un droit dont le de cujus ne peut priver ses héritiers (DE PAGE, IX, n° 392)".

.../...

L'opinion de l'auteur cité est, en fait, isolée. La doctrine belge, à laquelle il ne fait pas allusion, est en sens opposé (Rép. prat. Droit belge, V° Successions, n° 281; VANISTERBEEK, Droits successoraux du conjoint survivant , n° 115; DANSAERT, Droits successoraux du conjoint, II, n° 159; KLUYSKENS, Erfenissen, 3e édit., n° 70, p. 93, 3°)et il en est de même de la doctrine française unanime (DALLOZ, Rép. civ. , V°Successions, n° 301 et références citées). L'une et l'autre font valoir que le droit de conversion ne s'applique pas à l'usufruit donné ou légué; le défunt, qui peut léguer à son conjoint un usufruit égal à l'usufruit successoral et qui ne sera pas convertible, doit a fortiori pouvoir , "à peine d'un formalisme abusif" (PLANIOL et RIPERT, IV, n°140), interdire à ses héritiers de convertir l'usufruit successoral , au reste fondé sur une libéralité présumée du défunt.

Le texte même du projet ne consacre d'ailleurs pas cette opinion isolée, signalée par l'exposé des motifs, à propos d'une autre disposition. Au contraire, la comparaison du texte du § 5 ("nonobstant toute disposition contraire") et de celui du § 4 (qui n'utilise pas ces termes impératifs) pourrait faire croire que la faculté de conversion de l'usufruit successoral n'est pas, selon le texte du projet, d'ordre public. Si l'on entendait lui attribuer ce caractère, il conviendrait donc de le faire par un texte adéquat.

.../...

L'article 13 du projet prévoit que "le défunt pourra priver ses héritiers, autres que ses descendants, du droit de demander la conversion de l'usufruit successoral".

Ce texte trouverait plus naturellement sa place dans l'article 767, II, § 3 nouveau, s'il entendait effectivement viser l'usufruit successoral du conjoint. Mais il résulte de l'exposé des motifs sur l'article 13 (n°2) que le Gouvernement a, en réalité, entendu y viser, en tout cas en ordre principal, la conversion d'un usufruit donné ou légué au conjoint.

D'autre part, de la place occupée par ce texte dans l'article 13, relatif à l'application plus générale des §§ 3 à 6 de l'article 767, III, à l'usufruit donné ou légué au conjoint, pourrait éventuellement se déduire, par un argument a contrario d'ailleurs discutable, que le défunt ne peut exclure l'application des §§ 3 à 6 à une telle libéralité.

Il serait dès lors préférable d'ajouter à l'article 767, II, § 3, une disposition reproduisant le texte précité de l'article 13 et, à l'article 13, de remplacer les termes "de l'usufruit successoral" par les mots "de cet usufruit".

*
* *

.../...

Sur l'article 767, III, § 5.

L'exposé des motifs signale que, dans le régime actuel, le conjoint usufruitier a l'obligation de faire dresser un inventaire des meubles et un état des immeubles (article 600) et de fournir caution (articles 601 et suivants), mais qu'il peut en être dispensé par le défunt. Le texte du projet aurait pour objet d'exclure désormais cette dispense, l'importance accrue du droit d'usufruit du conjoint justifiant une plus grande protection des titulaires de la nue-propriété.

Cependant, le texte du § 5 ne fait aucune mention de la caution, qui restera donc soumise au régime actuel, bien qu'elle soit la seule garantie des obligations de l'usufruitier pour les immeubles et les biens meubles autres que les sommes et les titres au porteur.

Si l'intention du Gouvernement était d'imposer aussi la caution nonobstant toutes dispositions contraires, cette intention devrait être consacrée dans le texte.

*

* *

En ce qui concerne le § 6 de l'article 767 en projet, le Gouvernement entend reprendre, sans modification, l'actuel article 767, § 9, du Code civil.

Ce dernier article énonce : "1° s'il est privé de tout ou partie des droits attachés à la puissance paternelle, à raison de l'abus qu'il en a fait ou en vertu d'une condamnation pénale".

.../...

La loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse règle le problème de la déchéance en ses articles 32 à 35. Cette loi du 8 avril 1965 prévoit une déchéance qui peut être soit totale soit partielle. La première partie du 1° précité ("s'il est privé de tout ou partie des droits attachés à la puissance paternelle") peut être maintenue sans modification; quant à la seconde partie du même 1° ("à raison de l'abus qu'il en a fait ou en vertu d'une condamnation pénale"), elle ne coïncide pas avec les conditions de déchéance qui figurent dans l'article 32 de la loi du 8 avril 1965; en effet, dans le système de cette loi, peuvent être déchus :

a) le père ou la mère qui a été condamné à une peine criminelle ou correctionnelle du chef de tous faits commis sur la personne ou à l'aide d'un de ses enfants ou descendants;

b) le père ou la mère qui, par mauvais traitements, abus d'autorité, inconduite notoire ou négligence grave, met en péril la santé, la sécurité ou la moralité de son enfant ;

c) mais aussi le père ou la mère qui épouse une personne déchue de la puissance paternelle, hypothèse qui ne coïncide en tout cas pas avec l'article 767, § 9, 1°, du Code civil.

*

.../...

L'article 767, II, § 9 actuel, est devenu sans objet en tant qu'il prévoit l'exclusion ou la déchéance de l'usufruit successoral du conjoint :

"3° s'il est exclu ou destitué de la cotutelle des enfants que sa femme avait eus d'un précédent mariage".

En effet, les articles 395 et 396 du Code civil qui organisaient cette cotutelle ont été abrogés par l'article 7, § ler, de la loi du 30 avril 1958 relative aux droits et devoirs respectifs des époux.

Compte tenu des observations qui précèdent, l'actuel § 9 de l'article 767 du Code civil devrait être repris dans le projet sous la forme suivante :

"Lorsqu'il existe des descendants du défunt, le conjoint survivant est exclu ou déchu des droits d'usufruit :

1° s'il est privé en tout ou en partie des droits attachés à la puissance paternelle;

2° s'il est exclu ou destitué pour inconduite notoire de la tutelle des enfants issus de son mariage avec le défunt".

Sur ce dernier point, il conviendra d'examiner si l'hypothèse de l'infidélité dans la gestion, cause d'exclusion et de destitution au sens de l'article 444 du Code civil, ne doit pas être ajoutée à l'hypothèse de l'inconduite notoire. Dans l'affirmative, il faudrait, dans le 2°, insérer les mots "ou pour infidélité dans la gestion" après les mots "pour inconduite notoire".

.../...

Quant au 1° ci-dessus, on peut se demander si cette disposition est encore en harmonie avec la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Aux termes de l'article 33, 5°, de cette loi, seule la déchéance totale de la puissance paternelle comprend pour celui qui en est frappé, à l'égard de l'enfant qu'elle concerne et des descendants de celui-ci : "l'exclusion du droit de recueillir tout ou partie de leur succession par application de l'article 746 du Code civil". Or, en vertu du projet, le conjoint survivant sera obligatoirement exclu ou déchu du droit d'usufruit, même s'il n'est privé que d'une partie des droits attachés à la puissance paternelle.

Article 5.

Il est inutile de compléter l'article 757 du Code civil comme le fait le projet. Le complément apporté à cet article est la conséquence directe de l'article 767, III, § 1er, 2°, nouveau (article 4 du projet) proposé par le Conseil d'Etat, aux termes duquel le conjoint a sur les biens de son époux prédécédé un droit d'usufruit qui est de la moitié lorsqu'il laisse des descendants légitimes ou naturels.

Au surplus, l'article 5 du projet, tel qu'il est rédigé, est de nature à provoquer des confusions quant à l'étendue du droit d'usufruit du conjoint survivant.

.../...

Article 6.

Il est également inutile de remplacer l'article 758 du Code civil, comme le fait le projet.

En effet, la disposition projetée entend marquer que l'enfant naturel n'a droit à la pleine propriété de la totalité des biens que s'il n'y a pas d'époux survivant. Telle est déjà la situation de l'enfant naturel depuis la loi du 20 novembre 1896 et le projet ne modifie pas cette situation. La disposition en projet est donc dépourvue de portée juridique propre.

D'ailleurs, on n'aperçoit pas pourquoi la précision apportée à l'article 758 du Code civil ne s'étend pas à d'autres dispositions analogues.

Article 7.

Bien que la disposition projetée ne modifie pas les règles en vigueur, elle constitue néanmoins un rappel utile au début d'un chapitre traitant des successions déférées à l'Etat.

*

* *

Par souci de concordance avec l'article 723 du Code civil nouveau (article 2 du projet),il faudrait écrire :

"A défaut d'héritier légitime, d'enfant naturel et de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat".

Article 8.

Ce n'est pas "l'administration des domaines" qui peut prétendre droit à la succession,mais bien l'Etat.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"L'Etat qui prétend droit à la succession est tenu de faire apposer les scellés ...".

Une observation analogue vaut pour l'article 11 du projet où les mots "l'administration des domaines" doivent être remplacés par le mot "l'Etat".

Article 9.

Cet article doit être mis en concordance avec la proposition faite pour l'article 8.

Article 10.

L'abrogation de l'article 771 du Code civil doit entraîner une adaptation de l'article 773 du Code civil qui s'y réfère. En outre, l'article 773 devrait trouver sa place dans le chapitre relatif aux droits des enfants naturels.

Article 11.

Voir l'observation faite à propos de l'article 8.

Article 13.

Le nouvel article 1097 du Code civil en projet dispose :

"Les dispositions de l'article 767, III, §§ 3, 4, 5 et 6 sont applicables à l'usufruit donné ou légué au conjoint. Le défunt pourra priver ses héritiers, autres que ses descendants, du droit de demander la conversion de l'usufruit successoral".

I.

L'application de l'article 767, III, § 3, à l'usufruit donné ou légué au conjoint a été examinée à propos de cet article.

.../...

II.

L'application du § 4 de l'article 767, III, à l'usufruit donné ou légué au conjoint permettra à tout héritier d'en demander, pour sa part, la conversion en rente viagère, sans qu'il y ait lieu, vu la généralité des termes du projet, de distinguer selon qu'il s'agit d'un héritier réservataire ou non, le projet autorisant toutefois le défunt à priver de cette faculté les héritiers autres que les descendants.

Cette règle nouvelle est expliquée par l'extension donnée par le projet à la quotité disponible en usufruit au profit du conjoint; le défunt pourra désormais gratifier son conjoint de la quotité disponible ordinaire et, en outre, de l'usufruit de la réserve des descendants (article 12); s'il laisse des enfants d'un précédent mariage, il pourra gratifier le conjoint de secondes noces de l'usufruit de toute sa succession (article 14). Aussi, dit l'exposé des motifs (sur l'article 12), "à ce droit devenu fort étendu du conjoint survivant est apportée une importante restriction; la conversion en rente viagère".

Contrepartie de l'extension de la quotité disponible en usufruit, le droit de conversion constitue donc une compensation des limites apportées à la réserve, et ce droit ne peut être enlevé aux descendants.

Mais le fondement ainsi donné à la règle ne justifie pas l'extension à des héritiers autres que les descendants, du droit de convertir un usufruit donné ou légué. Et une telle extension n'est pas davantage en

.../...

harmonie avec la portée générale du projet d'améliorer le statut du conjoint, et non de défavoriser ce dernier, par rapport à la situation actuelle.

En effet, dans l'état actuel de la législation, si le défunt ne laisse pas d'héritier réservataire, il peut gratifier son conjoint ou toute autre personne, de toute sa succession même en propriété; les libéralités qu'il consentirait à l'un ou à l'autre en usufruit ne seraient pas convertibles en rente viagère.

Dans le système du projet, en revanche, la situation restera identique pour un étranger ou un parent gratifiés en usufruit, ce qui est assez fréquent en pratique. Mais elle sera modifiée pour les seules libéralités en usufruit dont le défunt aura gratifié son conjoint, seul assujetti à cette conversion. Le conjoint sera donc moins bien traité qu'un étranger gratifié de la même libéralité, sans que les raisons de ce traitement différentiel soient données.

Sans doute, le défunt pourra priver du droit de conversion ses héritiers autres que ses descendants. Cela revient à présumer dans le chef du défunt qui n'aurait pas usé de cette faculté, la volonté d'accorder ce droit à ses héritiers. Mais l'exposé des motifs ne dit pas pourquoi cette présomption se justifierait en cas de legs en usufruit au conjoint, alors qu'elle n'existe pas au cas de la même libéralité faite à toute personne autre que le conjoint. En fait, celui qui lègue un usufruit, même à son conjoint, ne se méprend pas sur la nature et les effets du droit qu'il lègue,

.../...

à savoir un droit réel permettant d'user et de jouir du bien lui-même en nature, et non une rente viagère, ni davantage, au gré de chacun de ses héritiers, un usufruit ou une rente dont le conjoint serait contraint de réclamer périodiquement la revision; il en est a fortiori ainsi en cas de donation entre vifs d'un usufruit dont il est peu vraisemblable que le disposant ait entendu que, de son vivant, son conjoint jouirait en usufruitier pour être, à son décès, exposé à une conversion en rente.
Il est donc à prévoir que l'exclusion du droit de conversion deviendrait rapidement une clause de style dans les donations ou les testaments par acte notarié et que seuls les legs en usufruit faits au conjoint dans les testaments sous seing privé seraient soumis à une conversion qui aura, en fait, échappé aux prévisions du testateur ignorant la disposition nouvelle.

L'exposé des motifs déclare à plusieurs reprises (sur le § 4 de l'article 767, III, et sur l'article 12) que le projet s'inspire de la loi française du 13 juillet 1963. Or, dans cette loi, le droit de conversion des libéralités en usufruit, est également justifié comme une rançon de l'extension de la quotité dont le conjoint peut être gratifié en usufruit, mais il est, corrélativement, expressément réservé aux seuls enfants et descendants du défunt (article 1094, alinéa 3 et article 1098, dernier alinéa, DALL 1968, Lég. 228; cfr. aussi PONSARD, DALL, 1964, Lég. 316 et Rev. adm. droit civil 1965, p. 568 et note 70).

.../...

L'exposé des motifs observe aussi qu'"actuellement, la conversion de l'usufruit légal est d'ordre public". Cette considération, d'ailleurs discutable (cfr. observations sur l'article 4, article 767 nouveau, III, § 4), perd de sa pertinence alors qu'il s'agit ici non d'un usufruit relevant de la dévolution d'une succession ab intestat, mais d'un usufruit que le défunt a volontairement et effectivement donné ou légué à son conjoint.

*

* *

En ce qui concerne le droit de conversion reconnu aux descendants, une autre observation doit être faite.

Il est déclaré dans l'exposé des motifs (dernier alinéa sur l'article 12) que "le disponible ordinaire en propriété dont le conjoint est gratifié en vertu d'une donation ou d'un testament n'est pas affecté, bien entendu, par le droit de conversion". Ce passage serait superflu s'il signifiait simplement que les libéralités en propriété faites au conjoint (dans les limites de son disponible en propriété) ne sont pas convertibles en rente viagère. S'il signifiait, par contre, que le droit de conversion est exclu dans la mesure où la libéralité en usufruit ne dépasse pas la quotité dont le défunt aurait pu gratifier son conjoint en propriété, on devrait observer que le texte du projet, rédigé en termes généraux, ne consacre pas cette restriction. Celle-ci pourrait cependant se justifier par la considération que le défunt, qui aurait pu, par une libéralité en propriété à son conjoint, priver entièrement ses descendants de la quotité disponible en propriété,

.../...

devrait a fortiori pouvoir, par une libéralité en usufruit, les limiter à la nue propriété de cette quotité, sans faculté pour eux, dans la mesure de cette quotité, d'exiger la conversion de cet usufruit en rente; en pareil cas et dans cette mesure, en effet, le défunt n'a pas utilisé la quotité disponible en usufruit et la protection compensatoire de la conversion ne s'impose plus. Si, par exemple, le défunt, laissant trois enfants, a légué à son conjoint un quart de sa succession en usufruit, alors qu'il aurait pu lui léguer jusqu'à un quart en propriété et trois quarts en usufruit, on pourrait admettre que le défunt, qui aurait pu priver entièrement ses enfants du quart en propriété, puisse se borner à les priver d'un usufruit du quart sans convertibilité.

III.

En leur déclarant applicable le § 6 de l'article 767, III, nouveau, le projet étend à un usufruit que le défunt a voulu donner ou léguer au conjoint les causes de cessation (convol du conjoint gratifié, s'il existe des descendants légitimes du défunt), et les causes d'exclusion ou de déchéance (déchéance de tout ou partie de la puissance paternelle, exclusion ou destitution de la tutelle, s'il existe des descendants du défunt) prévues pour l'usufruit successoral.

L'exposé des motifs n'indique pas les raisons de cette extension.

.../...

Encore qu'elle ne soit appelée à jouer que s'il existe des descendants du défunt (article 767, III, § 6), on ne peut pas y voir, comme pour la faculté de conversion, une protection de la réserve des descendants compensant les possibilités accrues de libéralités en usufruit : la disposition en projet, dans les cas prévus par elle, entraîne l'extinction ou l'exclusion de la libéralité elle-même en usufruit.

On peut se demander si, dans l'intention du Gouverment, la disposition nouvelle se rattache à une présomption de volonté du disposant.

Si une telle présomption était admise comme fondement du projet, la licéité d'une disposition contraire du disposant devrait être retenue : il s'agit, en effet, d'une libéralité dont l'étendue et les conditions dépendent de la volonté du disposant, dans toute la mesure où elle ne serait pas contraire à l'ordre public.

Si, au contraire, le Gouvernement entend créer une incapacité spéciale de recevoir et même la déchéance d'une libéralité déjà acquise, le disposant ne pourrait écarter ces causes d'incapacité ou de déchéance.

Quelle que soit la justification à retenir, il y a lieu d'observer que le projet limite l'extension du § 6 de l'article 767, III, nouveau, au legs ou à la donation d'un usufruit, tandis que les libéralités en propriété échappent à la disposition en projet.

.../...

Le texte même du projet ne précise pas si le disposant peut écarter l'application à sa libéralité des causes de cessation, d'exclusion et de déchéance. On pourrait soutenir que l'article 13, qui déclare applicables à l'usufruit donné ou légué au conjoint les §§ 3 à 6 de l'article 767, III, et qui, ensuite, se borne à permettre au défunt de déroger pour ses héritiers autres que ses descendants à l'application du § 3, exclurait la possibilité de déroger à l'application, notamment du § 6. Il conviendrait, pour éviter toute incertitude, que le Gouvernement précise la portée du projet en termes adéquats.

Article 14.

Aux termes du nouvel article 1098 en projet, "l'époux qui a des enfants d'un précédent mariage ne peut donner à son conjoint plus que l'usufruit de sa succession ou la quotité disponible ordinaire fixée à l'article 913 du Code civil".

Comme le note l'exposé des motifs (p. 14), c'est le de cujus qui "aura le choix de donner à son conjoint ou l'usufruit de la succession ou la quotité disponible ordinaire (article 913 du Code civil : la moitié, le tiers ou le quart selon le nombre d'enfants)".

Mais qu'en est-il si le testateur n'a pas exercé son choix (par exemple, "je lègue à mon conjoint tout ce que la loi m'autorise à lui donner"), ou si sa volonté, à cet égard, n'est pas claire ? En pareil cas, à qui appartiendra le choix ? Au conjoint survivant ? Aux réservataires ?

.../...

Article 15.

Cet article abroge l'article 1100 du Code civil, mais il est fait référence à cet article dans l'article 33, alinéa 3, de l'arrêté royal n°308 du 31 mars 1936 établissant le Code des droits de succession.

L'abrogation de l'article 1100 suscitera ainsi les problèmes toujours délicats auxquels donne lieu la législation par référence.

En l'espèce, l'article 33 du Code des droits de succession a rejeté, en principe, du passif admissible "les dettes contractées par le défunt au profit d'un de ses héritiers, légataires ou donataires ou de personnes interposées" à leur profit, et a réputé personnes interposées les personnes désignées dans les articles 911, dernier alinéa, et 1100 du Code civil (donc, notamment, les enfants d'un époux de l'héritier issus d'un autre mariage).

Il s'agit pour le fisc de déjouer une fraude trop aisée, qui est, en soi, étrangère à l'article 1100; la référence à cet article n'a été faite que par simplification de rédaction.

S'il est justifié d'abroger l'article 1100 puisque le disponible spécial entre époux est désormais plus avantageux que le disponible ordinaire, il ne semble pas que cette abrogation doive entraîner une modification de fond de l'article 33 du Code des droits de succession en tant qu'il se réfère à l'article 1100.

.../...

Dès lors, pour éviter toute controverse, il conviendra que l'article 33, alinéa 3 précité, reçoive une nouvelle rédaction.

Article 17.

Il semble que ce soit par erreur que le projet abroge l'article 3 de la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages.

En effet, cet article conserve son utilité pour éviter une licitation ou un partage de la nue-propriété de l'immeuble d'habitation ou des meubles meublants dont le conjoint aura obtenu l'attribution totale en usufruit en vertu de l'article 767, III, § 3.

Il convient simplement de remplacer dans l'article 3 la référence à "l'article qui précède" par une référence à l'article 767 du Code civil.

OBSERVATIONS FINALES.

Le Conseil d'Etat estime que le présent projet devrait être l'occasion d'insérer dans le Code civil les dispositions encore en vigueur de la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages, à l'instar de ce qui a été fait pour la loi du 1er mai 1849, laquelle a été insérée dans le Code d'instruction criminelle par la loi du 10 juillet 1967.

.../...

Cette suggestion répond au souci de coordination des textes législatifs dont la nécessité s'accroît dans la mesure même où leur nombre se multiplie.

Au point de vue de la présentation des dispositions en projet, il conviendrait que les articles anormalement longs soient scindés en plusieurs articles distincts, ce qui aurait l'avantage de faciliter et de préciser les références qui devraient ultérieurement être faites à ces articles.

A: tikel 4.

Over het nieuwe artikel 767,I.

Deze bepaling stelt : "De echtscheiding of de scheiding van tafel en bed ingevolge een in kracht van gewijsde gegaan vonnis heeft van rechtswege tot gevolg dat de echtgenoten de hoedanigheid van erfgenaam van hun echtgenoot verliezen".

Echtscheiding en scheiding van tafel en bed zijn eerst voltrokken, niet door het vonnis maar door de overschrijving van dat vonnis. Het is trouwens niet geraden in een tekst over erfrechten te bepalen op welk tijdstip echtscheiding en scheiding van tafel en bed voltrokken zijn; dat blijkt immers uit andere teksten, die overigens kunnen variëren.

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 767, I, als volgt te redigeren :

"De wet kent alleen erfrecht toe aan de echtgenoot die niet uit de echt of van tafel en bed gescheiden is".

Over het nieuwe artikel 767, II.

Krachtens de ontwerp-wet is de echtgenoot tot de erfenis in volle eigendom geroepen, en wel zo dat de gewone bloedverwanten in de opgaande lijn en in de zijlijn, die immers geacht worden niet zo na met de overledene verwant te zijn als zijn echtgenoot, volkomen worden uitgesloten. Laat de overledene in beide lijnen alleen zodanige bloedverwanten na, dan wordt zijn echtgenoot vóór hen tot de gehele nalatenschap geroepen (eerste lid). Laat hij vader of moeder, en in de andere

.../...

lijn gewone bloedverwanten van de opgaande lijn of de zijlijn na, dan ontvangt de echtgenoot het gedeelte dat aan die andere lijn zou zijn toegevallen, namelijk de helft van de nalatenschap (tweede lid).

In al die gevallen wordt aan bloedverwanten in de opgaande lijn, andere dan vader en moeder, dus het erfrecht ontnomen door de echtgenoot. Omdat zij geen erfgenamen zijn, kunnen zij geen aanspraak meer maken op het voorbehouden erfdeel dat artikel 915 van het Burgerlijk Wetboek hun alleen toekent als zij werkelijk tot de erfenis geroepen zijn (cfr. DE PAGE, VIII,2: , nrs 1417A. en 1427). Als de overledene in die gevallen zijn vermogen geheel heeft omgezet in giften ten voordele van andere personen dan zijn echtgenoot, ontvangt deze niets, daar hij geen legitimaris is; de bloedverwant in de opgaande lijn, die van de erfenis is uitgesloten omdat de echgenoot er is, ontvangt evenmin iets, tenzij de echtgenoot de nalatenschap verwerpt zodat de bloedverwant in de opgaande lijn, die dan erfgenaam wordt, inkorting van de giften kan vragen. Het is niet zeker of met dit gevolg (hetzelfde als zich thans voordoet ingeval de overledene bijvoorbeeld een broeder en een grootvader nalaat) rekening is gehouden; de memorie van toelichting laat er zich niet over uit. Het is zaak van de wetgever dit met kennis van zaken te regelen.

Niet tot de erfenis in eigendom geroepen is anderzijds de echtgenoot, indien de overledene ofwel een wettige afstammeling of een natuurlijk kind, ofwel een broeder of zuster of een afstammeling van dezen, ofwel zijn vader en zijn moeder achterlaat.

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, wordt met "broeders of zusters, of afstammelingen van dezen" en met "vader of moeder" in beide alinea's van artikel 767, II, volgens de Regering mede bedoeld de natuurlijke vader en moeder en de natuurlijke broeders en zusters of afstammelingen van dezen, en dient er geen onderscheid te worden gemaakt tussen volle broeders of zusters en halve broeders of zusters van vaders- of van moederszijde. Als de overledene bijvoorbeeld alleen een neef of achterneef, zelfs van vaders- of moederszijde, achterlaat, zal zijn echtgenoot niets in volle eigendom ontvangen, evenmin als wanneer de overledene een natuurlijk kind was en, bij ontstentenis van afstammeling en van vader en moeder, als erfgenaam een natuurlijke broeder of diens afstammelingen achterlaat (artikelen 765 en 766 van het Burgerlijk Wetboek).

De Regering is niet voornemens een afwijking voor te stellen van de regel die volgt uit de combinatie van de artikelen 750 en 753 van het Burgerlijk Wetboek, en die wil dat iedere wettige broeder of zuster van de overledene, zelfs alleen van vaders- of van moederszijde, of iedere afstammeling van dezen alle bloedverwanten in de opgaande lijn behalve vader en moeder, en alle gewone bloedverwanten in de zijlijn, zelfs van de andere lijn, uitsluit; zo sluit een halve broeder van moederszijde een grootvader van vaderszijde of een oom van vaderszijde uit. Volgens de tekst van het tweede lid nu komt de helft van de nalatenschap in volle eigendom toe aan de echtgenoot, onder meer als de overledene in een lijn "slechts bloedverwanten in de zijlijn, andere dan broeders of zusters of afstammelingen van dezen, achterlaat". Dat zou het geval zijn wanneer, zoals in het gegeven voorbeeld, de overledene een halve broeder

.../...

van moederszijde en een oom van vaderszijde achterlaat : in de vaderlijke lijn zou er "slechts een bloedverwant in de zijlijn, andere dan een broeder of zuster of afstammelingen van hen" zijn; volgens het ontwerp zou de echtgenoot dan de helft in volle eigendom erven. Een zodanig resultaat ligt niet in de lijn van wat de Regering bedoelt.

Ook moet het geval worden onderzocht van het natuurlijk kind dat zonder nakomelingen sterft. Laat het zijn natuurlijke vader en moeder achter, dan komt zijn nalatenschap toe aan ieder voor de helft (artikel 765) en krijgt zijn echtgenoot niets in volle eigendom. Zijn vader en moeder vooroverleden, dan gaat zijn nalatenschap naar zijn broeders en zusters en hun afstammelingen (artikel 766); volgens artikel 767, II, van het ontwerp krijgt zijn echtgenoot evenmin iets in volle eigendom. Laat hij echter alleen zijn vader of zijn moeder achter, dan heeft die overlevende ouder voorrang op de broeders en zusters (artikelen 765 en 766); afgaande op de tekst van het tweede lid van hetzelfde artikel 767, II - dat het toevallen van de nalatenschap aan wettige bloedverwanten vooropstelt -, zou men kunnen menen dat de echtgenoot, als er geen erfgerechtigde broeder of zuster is, in dat geval de helft in volle eigendom erft. Het zou nochtans ongewoon zijn dat de enige overlevende ouder van het natuurlijk kind - die diens broeders en zusters uitsluit - de helft van de nalatenschap in volle eigendom moet afstaan aan de echtgenoot, terwijl die broeders of zusters, die alleen bij ontstentenis van die ouder kunnen erven, de echtgenoot volledig zouden uitsluiten.

.../...

Wenst de Regering dat resultaat niet, dan zal de echtgenoot van de overledene, wanneer deze een natuurlijk kind is, slechts in volle eigendom erven in het geval van artikel 767, II, eerste lid, en dan voor het geheel.

Zoals de memorie van toelichting zegt, bedoelt het ontwerp de echtgenoot een groter erfrecht in eigendom toe te kennen ten nadele van de gewone bloedverwanten in de opgaande lijn en in de zijlijn, die met de overledene niet zo na verwant zijn als hijzelf.

In het geval dat de overledene een natuurlijk kind achterlaat, doet het ontwerp met die doelstelling geen afbreuk aan de rechten van het natuurlijk kind; maar het doel zou niet worden bereikt wanneer de echtgenoot inzake erfrecht in volle eigendom niet samen opkwam met de andere wettige bloedverwanten dan de afstammelingen, de vader en moeder en de bevoorrechte bloedverwanten in de zijlijn. Gesteld dat de overledene een natuurlijk kind, een grootvader van vaderszijde en een oom van moederszijde achterlaat, dan heeft het kind recht op de helft van de nalatenschap (artikel 757). Valt de andere helft dan toe aan de grootvader en aan de oom, met uitsluiting van de echtgenoot ? Zoals het erfrecht thans werkt, moet in de lijn van het ontwerp, als de overledene een natuurlijk kind achterlaat, het gedeelte van de erfenis dat aan dat kind wordt ontnomen, toekomen aan de wettige bloedverwanten van de overledene en aan diens echtgenoot, met inachtneming van de nieuwe rechten welke het ontwerp toekent aan de echtgenoot die met sommige bloedverwanten tot de nalatenschap komt. In het gegeven voorbeeld zou de niet door het natuurlijk kind opgenomen helft dus geheel aan de echtgenoot toevallen.

.../...

Toch zou kunnen worden betoogd dat, waar artikel 757 het erfdeel van het natuurlijk kind bepaalt met inachtneming van de bloedverwanten welke de overledene achterlaat, die bloedverwanten alleen in aanmerking hoeven te worden genomen wanneer zij tot de erfenis geroepen zijn (en deze aanvaarden), en dat in het onderhavige geval de grootvader en de oom, die door de echtgenoot volledig uitgesloten zijn, buiten beschouwing moeten blijven zodat, bij gemis van enige bijzondere regel, het natuurlijk kind de gehele erfenis krijgt, met als enig voorbehoud het recht van vruchtgebruik van de echtgenoot. Bij die oplossing schijnt artikel 5 van het ontwerp het te houden waar het, in algemene bewoordingen, handelt over het geval dat de vader of de moeder van het natuurlijk kind "slechts zijn echtgenoot achterlaat". Die oplossing noopt tot de vaststelling dat de toekenning van een erfrecht in eigendom aan de echtgenoot ertoe zou leiden, dat de rechten van de gewone bloedverwanten in de opgaande lijn en in de zijlijn vervallen en toekomen aan het natuurlijk kind, waarbij dan niets in eigendom voor de echtgenoot overblijft.

*

* *

Het tweede lid van artikel 767, II, bepaalt dat de helft van de nalatenschap in volle eigendom toekomt aan de echtgenoot "niettegenstaande de bepalingen van de artikelen 753 en 754 van het Burgerlijk Wetboek".

Die bepaling komt neer op een vermindering van de rechten welke artikel 754 aan de vader of aan de moeder toekent.

*

* *

.../...

In de Franse tekst van hetzelfde tweede lid moet worden gelezen "père ou mère" in plaats van "père et mère".

Met inachtneming van alle gemaakte opmerkingen wordt voorgesteld artikel 767, II, als volgt te lezen :

"II. De nalatenschap valt in eigendom te beurt aan de overlevende echtgenoot wanneer de overledene noch afstammelingen, noch natuurlijk kind, nog wettige of natuurlijke broeder of zuster of afstammeling van dezen, noch wettige vader of moeder, noch natuurlijke vader of moeder achterlaat.

De helft van de nalatenschap valt, niettegenstaande het bepaalde in de artikelen 753 en 754, in eigendom te beurt aan de echtgenoot van de overledene, wanneer de overledene een wettig kind is en noch afstammeling, noch natuurlijk kind, noch broeder of zuster of afstammeling van dezen achterlaat, en in een lijn slechts bloedverwanten in de opgaande lijn, andere dan vader of moeder, of bloedverwanten in de zijlijn, andere dan broeders of zusters of afstammelingen van dezen, achterlaat.

Wanneer de overledene een natuurlijk kind achterlaat, valt het erfdeel dat krachtens artikel 757 zou toekomen aan bloedverwanten in de opgaande lijn, andere dan vader of moeder, en aan bloedverwanten in de zijlijn, andere dan broeders of zusters of afstammelingen van dezen, in eigendom te beurt aan de echtgenoot van de overledene".

.../...

Over het nieuwe artikel 767, III.

Voor § 1 van deze bepaling zou de volgende tekst de bedoeling van de Regering duidelijker tot uiting brengen :

"III. § 1. De echtgenoot heeft op de goederen van zijn vooroverleden echtgenoot een recht van vruchtgebruik, te weten :

1° op het geheel, wanneer de overledene slechts broeders of zusters of afstammelingen van dezen achterlaat;

2° op de helft, wanneer hij wettige of natuurlijke afstammelingen of zijn vader en moeder achterlaat;

3° op het vierde, wanneer hij slechts hetzij zijn vader, hetzij zijn moeder achterlaat.

Indien hij tot de erfenis komt samen met erfgerechtigden die behoren tot verschillende categorieën, wordt de hoegrootheid van het erfrechtelijk vruchtgebruik ten aanzien van elke categorie bepaald zoals in het eerste lid is voorgeschreven.

Ieder van de erfgerechtigden wordt met het vruchtgebruik van de echtgenoot belast naar evenredigheid van hetgeen hij in volle eigendom ontvangt".

*

* *

Luidens § 2, tweede lid, van het nieuwe artikel 767, III, "wordt het erfrechtelijk vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot slechts uitgeoefend op de goederen die het beschikbaar gedeelte uitmaken en waarover de vooroverledene niet heeft beschikt. Dit gedeelte wordt bepaald overeenkomstig artikel 1094 van het Burgerlijk Wetboek".

.../...

Het beschikbaar gedeelte wordt niet alleen bepaald in artikel 1094 maar, naar gelang van het geval, in de artikelen 1094 en 1098 van het Burgerlijk Wetboek. Deze hoeven in de tekst niet te worden vermeld. Het is voldoende te zeggen dat het gaat om het beschikbaar gedeelte voor de langstlevende echtgenoot.

Als tekst wordt voorgesteld :

"Het erfrechtelijk vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot wordt evenwel slechts uitgeoefend op de goederen die het beschikbaar gedeelte voor de langstlevende echtgenoot uitmaken en waarover de vooroverledene niet heeft beschikt".

*

* *

Krachtens het huidige artikel 767, II, § 6, van het Burgerlijk Wetboek kan de langstlevende echtgenoot, tot voldoening van het erfrechtelijk vruchtgebruik dat hij kan uitoefenen, zich bij voorkeur het vruchtgebruik van bepaalde goederen (het door het echtpaar bewoonde huis, huisraad, landerijen en gereedschap) doen toewijzen, wanneer ze geheel tot de gemeenschap of tot de nalatenschap behoren en mits hun waarde niet groter is dan die "van het gedeelte waarop hij een recht van vruchtgebruik heeft". Op de laatste voorwaarde wordt alleen een uitzondering gemaakt in het erfstelsel betreffende de kleine nalatenschappen : in dat stelsel kan de langstlevende echtgenoot aan wie een gedeelte van de nalatenschap in vruchtgebruik te beurt valt, zich krachtens artikel 2 van de wet van 16 mei 1900 het vruchtgebruik van die goederen doen toewijzen, zelfs indien hun waarde groter is dan die van het gedeelte waarvan

.../...

hij het vruchtgebruik heeft. Hij moet dan echter aan de erfgenamen een jaarrente betalen, berekend naar de meerwaarde.

Dat recht van toewijzing, met inbegrip van de verruiming daarvan in de wet van 16 mei 1900, is een attribuut van het vruchtgebruik dat aan de echtgenoot als wettelijk erfopvolger toekomt en geldt niet mede voor het hem geschonken of vermaakte vruchtgebruik (Cass. 27 mei 1955, Pas., I, 1062). Algemeen wordt aangenomen dat dit recht niet van openbare orde is en dat de overledene het aan zijn echtgenoot kan ontnemen, zoals hij trouwens met het erfrechtelijk vruchtgebruik zelf kan doen (Rép. prat. Dr. belge, V° Successions, nrs. 261 en 2.926 met verwijzingen). Het betekent niet dat aan de echtgenoot enig voorbehouden erfdeel toekomt, wel dat hij ab intestat recht heeft op een, zij het uiterst gering aandeel in vruchtgebruik in de gehele nalatenschap (cfr. artikel 767, II, § 6, in fine en eerdervermeld artikel 2 van de wet van 16 mei 1900); de echtgenoot, die dan wat het genot betreft in onverdeeldheid is met andere erfgenamen, heeft voor het verdelen van die onverdeeldheid het recht de in die bepalingen bedoelde goederen in zijn kavel te doen opnemen (met, in het geval van de wet van 1900, een compensatie in rente voor hetgeen de goederen meer waard zijn dan waarop hij recht heeft). Het gaat hier dus om een bijzondere regeling inzake verdeling van de onverdeeldheid (VANISTERBEEK, Droits successoraux du conjoint, nr. 96; Rép. prat. Dr. belge, V° Successions, 2932, 2935, 2939 en 2940).

.../...

Volgens de memorie van toelichting neemt het nieuwe artikel 767, III, § 3, "de termen van het tegenwoordige recht over" maar "het is gunstiger in die zin dat, hoe groot de nalatenschap ook moge zijn, de overlevende echtgenoot bij voorkeur het vruchtgebruik van het woonhuis en van het huisraad zal kunnen krijgen, zelfs indien hun waarde die van het gedeelte waarover hij het vruchtgebruik heeft, overtreft, en zonder dat hij daarom aan de medeerfgenamen een rente moet uitbetalen ... . Het ontwerp schenkt alzo voldoening aan de echtelingen wier enkel vermogen bestaat uit een huis en/of enig huisraad".

Dat recht van de echtgenoot om "zich bij voorkeur en zonder vergoeding" het vruchtgebruik van woonhuis en huisraad te doen toewijzen, moet in verband worden gebracht met artikel 13 van het ontwerp : "de bepalingen van artikel 767, III, § 3 ... zijn van toepassing op het aan de echtgenoot geschonken of vermaakt vruchtgebruik". Het nut van deze bepaling, aldus de memorie van toelichting, zal blijken "wanneer de echtgenoot, wettelijk of ingevolge een gift, het vruchtgebruik niet heeft van de volledige nalatenschap".

De Regering spreekt zich niet duidelijk uit over de aard en de voorwaarden van dat recht van toewijzing.

Gaat het, zoals in het huidige recht, waarvan de memorie van toelichting zegt dat het wordt overgenomen, om een voordeel dat aan de echtgenoot wordt toegekend als wettig erfgenaam van een gedeelte van de nalatenschap in vruchtgebruik en voor de verdeling daarvan ? Anders dan het huidige artikel 767, II, § 6, spreekt de ontwerp-tekst niet over "het gedeelte waarop de echtgenoot een recht van vruchtgebruik heeft", en al

.../...

kunnen de woorden "zich bij voorkeur ... doen toewijzen" de indruk geven dat de echtgenoot een voorkeur heeft bij de verdeling onder de wettige erfgenamen, toch hebben ze niet noodzakelijk die betekenis; ze kunnen evengoed wijzen op een recht om bij voorkeur boven om het even wie, en zonder andere voorwaarde, het vruchtgebruik van bedoelde goederen te ontvangen, te meer daar die toewijzing ook "zonder vergoeding" zal geschieden. Ofschoon de memorie van toelichting, in het algemeen gedeelte, aan de echtgenoot een voorbehouden erfdeel ontzegt, zou men hier weleens kunnen te maken hebben met een voorbehouden gedeelte van een bijzondere soort. Dat is des te meer de vraag, daar artikel 13 van het ontwerp hetzelfde recht van toewijzing zonder vergoeding toekent aan de echtgenoot aan wie een vruchtgebruik "geschonken of vermaakt" is (zonder nadere bepaling) en de laatste volzin van artikel 13 er schijnt op te wijzen dat de overledene zijn echtgenoot dat recht niet kan ontnemen.

Technisch moet het onder bepaalde omstandigheden mogelijk zijn, het in het ontwerp bedoelde recht van toewijzing te organiseren binnen de grenzen en als attribuut van het vruchtgebruik dat aan de echtgenoot is toegekend in zijn hoedanigheid van wettige erfgenaam al intestat. Het zou er dan op neerkomen dat aan de echtgenoot die recht heeft op een gedeelte van de nalatenschap in vruchtgebruik, een voordeel wordt verleend bij de verdeling en tevens dat zijn erfrecht zo nodig wordt verruimd tot de waarde van woonhuis en huisraad indien hij zich het genot daarvan wil doen toekennen. Met andere woorden, de echtgenoot zou ab intestat recht hebben op het werkelijk erfrechtelijk vruchtgebruik dat bepaald is in artikel 767, III, §§ 1 en 2, zonder

.../...

dat de waarde ervan lager mag zijn dan die van woonhuis en huisraad, die hij zich dan bij voorkeur kan doen toewijzen als hij dat verlangt. Maar dan verandert die verruiming niets aan de aard van het erfrechtelijk vruchtgebruik; enerzijds zou de overledene, die zijn echtgenoot van enig recht van vruchtgebruik kan onterven, a fortiori dat recht van toewijzing geheel of gedeeltelijk kunnen uitsluiten; anderzijds zou het recht van toewijzing alleen kunnen worden uitgeoefend op het woonhuis of het huisraad waarover de overledene heeft beschikt bij wege van legaat of contractuele erfstelling ten voordele van derden, of van een erfgenaam met vrijstelling van inbreng, of zelfs ten voordele van een erfgenaam zonder vrijstelling van inbreng.

Mocht dat de bedoeling van de Regering zijn, dan moet de tekst van artikel 767, III, § 3, van het ontwerp in die zin worden aangepast.

Een herziening ware ook nodig als het ontwerp ertoe strekte aan de langstlevende echtgenoot een recht toe te kennen dat afwijkt van de aard en de voorwaarden van zijn recht van erfgenaam ab intestat zonder voorbehouden erfdeel, en wel binnen de grenzen van de nog nader aan te geven afwijkingen welke men wil invoeren, vooral dan als men de echtgenoot dat recht van toewijzing zonder vergoeding wil verlenen, zelfs indien de overledene hem heeft onterfd, of zelfs op goederen vermaakt aan derden of aan erfgenamen, wier toestand in dat geval moet worden geregeld.

.../...

Artikel 13 van het ontwerp moet worden onderzocht in samenhang met artikel 767, III, § 3, want het verleent hetzelfde recht van toewijzing "bij voorkeur en zonder vergoeding", "op het aan de echtgenoot geschonken of vermaakt vruchtgebruik",zonder dat het voorwerp van dat vruchtgebruik nader wordt omschreven.

Voor de toepassing van dit artikel is stellig vereist dat de overledene werkelijk "een" vruchtgebruik aan zijn echtgenoot heeft gegeven of vermaakt. Het voorwerp en de voorwaarden van een zodanige gift worden in beginsel bepaald door de wil van hen die partij zijn bij de schenking of door de wil van de erflater.

a) Zonder die wil te negeren is het in zekere mate technisch mogelijk de ontwerp-bepaling toe te passen als men ze beschouwt als een uitlegging van die wil : had de overledene bijvoorbeeld aan zijn echtgenoot het vruchtgebruik van de helft of van drie vierde van de nalatenschap vermaakt, dan zou men er van uitgaan dat het zijn wil is geweest aan zijn legataris het recht te verlenen om zich bij de verdeling van de nalatenschap, tot het vereiste bedrag, door toerekening op dat vermaakte vruchtgebruik, het vruchtgebruik van woonhuis of huisraad te doen toewijzen. Maar een zodanige interpretatieregel zou het moeten afleggen tegen een daarmee strijdige wilsuiting die zou blijken, hetzij uit een uitdrukkelijk beding, hetzij uit het voorwerp of de omvang van de gift, hetzij uit andere beschikkingen. De toepassing van de regel is moeilijk denkbaar als de overledene bijvoorbeeld het woonhuis aan een derde of aan een erfgenaam heeft vermaakt, of voor zijn echtgenoot een bijzonder legaat in vruchtgebruik heeft gemaakt van bepaalde onroerende goederen buiten het woonhuis, of van bepaalde roerende goederen buiten het stoffeerend huisraad.

.../...

Hetzelfde geldt in de veronderstelling , dat hij aan zijn echtgenoot een zodanig gedeelte van zijn nalatenschap in vruchtgebruik heeft vermaakt dat de waarde waartoe het legaat zich beperkt, kennelijk lager ligt dan die van woonhuis en huisraad, zodat deze niet in vruchtgebruik aan de echtgenoot kunnen worden toegewezen zonder hem meer te geven dan de overledene werkelijk heeft gewild. Zou het voldoende zijn dat de overledene "een" vruchtgebruik in juwelen ter waarde van 5.000 frank aan zijn echtgenoot vermaakt, opdat deze de toewijzing van het vruchtgebruik van woonhuis en huisraad kan eisen ?

b) De tekst van artikel 13 schijnt nochtans verder te willen gaan dan het stellen van een regel voor het interpreteren van de wil van hen die partij zijn bij de akte van schenking; hij lijkt over te gaan in een regel van openbare orde, waarvan aard en toepassing onverklaard blijven maar die doet denken aan een nieuw recht op een wettelijk gedeelte, een rechtsfiguur met vage en eigenaardige omtrekken, met name op de volgende punten :

1) Is er voorbehouden erfdeel, dan is het niet duidelijk waarom het bestaan ervan afhankelijk moet zijn van de voorafgaande voorwaarde dat de overledene aan zijn echtgenoot "een" vruchtgebruik, hoe gering ook, heeft geschonken of vermaakt.

2) Dat voorbehouden gedeelte zou de echtgenoot niet beschermen tegen de schenkingen onder de levenden welke de overledene mocht hebben gedaan; toewijzing is immers alleen mogelijk als woonhuis en huisraad "alleen aan de overledene toebehoorden of voor het geheel in de gemeenschap waren gevallen".

.../...

3) Het ontwerp (artikel 767, II, eerste lid) kent de mogelijkheid, dat de echtgenoot de volle eigendom en niet het vruchtgebruik erft, maar er blijkt niet uit dat hij dan enig voorbehouden erfdeel zou hebben.

4) In het algemeen gedeelte van de memorie van toelichting wordt uiteengezet waarom het niet geraden is de echtgenoot het recht op een voorbehouden erfdeel toe te kennen. Die redenen lijken evenzeer te klemmen wanneer het voorbehouden erfdeel bestaat in het vruchtgebruik van woonhuis en huisraad die, zoals het ontwerp zegt, het enig vermogen van de overledene kunnen uitmaken.

5) Is er voorbehouden erfdeel, dan zal, zoals in het algemeen gedeelte van de memorie van toelichting wordt gezegd, duidelijk moeten worden gesteld of het aan de bestaande voorbehouden erfdelen toegevoegd wordt en dus het voor derden overblijvende gedeelte komt verminderen, dan wel of het van het totale voorbehouden erfdeel van afstammelingen en bloedverwanten in de opgaande lijn wordt afgenomen. Wat zal er gebeuren als de overledene vader en moeder achterlaat en de helft van zijn nalatenschap bij contractuele erfstelling aan een derde heeft vermaakt, en als de massa voor het berekenen van het beschikbare gedeelte (artikel 922) uitsluitend samengesteld is uit bestaande goederen ter waarde van 1.000.000 frank, waaronder woonhuis en huisraad voor 500.000 frank ? Heeft de contractueel benoemde erfgenaam dan recht op de helft

.../...

van de nalatenschap (gewoon beschikbaar gedeelte) en de echtgenoot op het vruchtgebruik van woonhuis en huisraad (500.000 frank), waarbij de blote eigendom van 500.000 frank aan de vader en de moeder wordt gelaten, terwijl het bijzonder gedeelte van de overlevende echtgenoot beperkt is tot de blote eigendom van hun voorbehouden erfdeel, volgens het nieuw voorgestelde artikel 1094 ? Of zal de contractueel benoemde erfgenaam de last krijgen van het vruchtgebruik van 500.000 frank van de overlevende echtgenoot ?

De zaak wordt ingewikkelder doordat het voorbehouden erfdeel een gedeelte van een geheel van goederen is (artikel 922), terwijl het hier zou slaan op het vruchtgebruik van bepaalde goederen (woonhuis en huisraad) welke reeds in die massa zijn begrepen.

c) Het is ten slotte ook mogelijk dat de Regering alleen maar de oplossing wil uitsluiten welke het Hof van Cassatie geeft aan het geval dat de echtgenoot giften heeft gekregen die in mindering komen van zijn erfrechtelijk vruchtgebruik. Volgens een arrest van 27 mei 1955 (Pas. 1955, I, 1062) heeft die toerekening tot gevolg dat het door hem behouden vruchtgebruik een geschonken of vermaakt vruchtgebruik blijft, waaraan geen recht van bevoorrechte toewijzing is verbonden; dat recht zou alleen kunnen slaan op hetgeen het erfrechtelijk vruchtgebruik meer bedraagt dan de daarop in mindering te brengen giften. Vóór dat arrest was die vraag betwist (in de zin van het arrest: DE PAGE, IX, nr. 382, C, contra : VANISTERBEEK, op. cit., nr. 96, Rép. prat. droit belge, V° Successions, nr. 259). De lege ferenda zou het te begrijpen zijn, dat de aan de echtgenoot vermaakte legaten, die in mindering komen van zijn wettelijk vruchtgebruik en dus bestemd zijn om

.../...

hem van dat vruchtgebruik te voldoen, hem hetzelfde recht van bevoorrechte toewijzing laten, mits hij van die legaten afstand doet tot het beloop van wat hij zich zou doen toewijzen. Voor aan de echtgenoot gedane schenkingen onder de levenden zou die techniek moeilijker toe te passen zijn.

Is dat de bedoeling van de Regering, dan dient de bepaling van artikel 13 een plaats te krijgen in artikel 767, III, § 3, en zich dan niet te beperken tot het vermaakte of geschonken vruchtgebruik, daar de echtgenoot op zijn erfrechtelijk vruchtgebruik ook de eventueel in eigendom gekregen giften in mindering moet brengen. De aard en de voorwaarden die in artikel 767, III, § 3, moeten worden aangegeven voor het recht van toewijzing dat verbonden is aan het vruchtgebruik ab intestat, zouden mede moeten gelden voor alle giften.

Deze opmerkingen wijzen de richtingen aan waaruit zal moeten worden gekozen; er blijkt ook uit dat het noodzakelijk is de aard, de voorwaarden en de gevolgen van de voorgenomen nieuwigheden duidelijk te omschrijven.

Aangezien de Raad van State van een en ander onkundig is, kan hij voor het in artikel 4 van het ontwerp opgenomen artikel 767, III, § 3, en voor artikel 13 van het ontwerp geen tekst voorstellen.

*

* *

.../...

Bij § 4 zijn de volgende opmerkingen te maken.

In de huidige regeling (artikel 767, II, § 7), kunnen erfgenamen de omzetting van het erfrechtelijk vruchtgebruik in een lijfrente alleen eisen als zij het over die eis onder elkaar eens zijn ; zijn zij het niet, dan wordt de omzetting overgelaten aan de beslissing van de rechtbank die, op vordering van een of meer erfgenamen tegen de overige erfgenamen, volgens het belang van de erfgenamen oordeelt of er al dan niet aanleiding is tot omzetting. De omzetting blijkt dus "onverdeelbaar : gedeeltelijke omzetting kan niet worden bevolen". Zij moet bovendien tegen de echtgenoot worden gevorderd vóór de verdeling.

Volgens het ontwerp zullen de erfgenamen de omzetting kunnen vorderen, ieder wat zijn deel betreft. Het geeft geen redenen op voor dat novum. De omzetting beoogt ongetwijfeld het verminderen van de nadelen welke een vruchtgebruik kan meebrengen voor erfgenamen die alleen maar blote eigendom erven ; dat doel kan echter eerst ten volle bereikt worden als de omzetting het vruchtgebruik opheft ten aanzien van alle erfgenamen, die verondersteld worden in onverdeeldheid te zijn daar de omzetting hoe dan ook niet meer kan worden gevorderd na de verdeling. Als de overledene bijvoorbeeld zijn echtgenoot en twee zonen achterlaat, zodat de echtgenoot een onverdeelde helft in vruchtgebruik en elke zoon een onverdeeld vierde in blote eigendom en een onverdeeld vierde in volle eigendom krijgt, wat kan dan het nut zijn van een gedeeltelijke omzetting

.../...

waardoor de zoon die ze vordert recht zou krijgen op een onverdeelde helft in eigendom, het vruchtgebruik van de echtgenoot tot een onverdeeld vierde zou worden verminderd, en de andere zoon onveranderd recht zou blijven hebben op een onverdeeld vierde in volle eigendom en een onverdeeld vierde in blote eigendom ? Hij die de omzetting van zijn deel vordert, zou ondanks alles voor het vruchtgebruik in onverdeeldheid blijven met de echtgenoot die het vruchtgebruik van een onverdeeld vierde behoudt.

Gesteld dat een echtgenoot het vruchtgebruik heeft van de gehele nalatenschap, terwijl bijvoorbeeld twee broeders samen de blote eigendom hebben (zodat er tussen hen en de echtgenoot geen onverdeeldheid bestaat), dan zou de broeder die voor zijn deel de omzetting vraagt, door die omzetting een onverdeelde helft in volle eigendom krijgen ; de andere behoudt zijn onverdeelde helft in blote eigendom, en de echtgenoot heeft nog slechts het vruchtgebruik van de helft, maar dan voortaan in onverdeeldheid. Hij die de omzetting vordert, komt dan meteen voor het vruchtgebruik in onverdeeldheid met de echtgenoot. De omzetting heeft het nadeel van het vruchtgebruik niet weggenomen maar het nog met een bijkomende onverdeeldheid vergroot.

Het is niet duidelijk wat het nut van zulk een gedeeltelijke omzetting kan zijn, behalve dan het betwistbare nut dat een van de erfgenamen een middel aan de hand wordt gedaan om op de echtgenoot-vruchtgebruiker druk uit te oefenen, onder twijfelachtige omstandigheden aangezien vooropstaat dat andere erfgenamen die omzetting niet vorderen en niet wensen mee te doen.

* * *

.../...

In verband met een andere bepaling van het ontwerp, namelijk artikel 12, zegt de memorie van toelichting terloops : "Thans is de omzetting van het wettelijk vruchtgebruik "van openbare orde", in dier voege dat de decujus zijn erfgenamen van dat recht niet kan beroven (DE PAGE, boekdeel IX, nr.392)".

Met die opvatting staat de aangehaalde auteur in feite alleen. De Belgische rechtsleer, die hij niet ter sprake brengt, luidt in tegenovergestelde zin (Rép. prat. droit belge, V° Successions, nr. 281 ; VANISTERBEEK, Droits successoraux du conjoint survivant , nr. 115 ; DANSAERT, Droits successoraux du conjoint, II, nr. 159 ; KLUYSKENS, Erfenissen, derde druk, nr. 70, blz. 93, 3°); hetzelfde geldt voor de eenstemmige Franse rechtsleer (DALLOZ, Rép. civ., V° Successions, nr. 301 en aangehaalde verwijzingen). Volgens beide vindt het recht om omzetting geen toepassing op geschonken of vermaakt vruchtgebruik ; de overledene, die zijn echtgenoot een vruchtgebruik kan schenken dat gelijk is aan het erfrechtelijk vruchtgebruik, en dat niet omzetbaar is, moet a fortiori, "à peine d'un formalisme abusif" (PLANIOL et RIPERT, IV, nr. 140), zijn erfgenamen kunnen verbieden het erfrechtelijk vruchtgebruik, dat overigens gegrond is op een vermoedelijke gift van de overledene, om te zetten.

Die alleenstaande opvatting, welke de memorie van toelichting vermeldt naar aanleiding van een andere bepaling, vindt overigens geen bevestiging in de tekst van het ontwerp. Een vergelijking van § 5 ("niettegenstaande ieder andersluidend beding") met § 4 (waarin die dwingende termen niet voorkomen) kan integendeel de indruk wekken dat het ontwerp het recht tot omzetting van het erfrechtelijk vruchtgebruik niet van openbare orde acht te zijn. Wil men dat het wel van openbare orde is, dan moet men een passende tekst opstellen.

.../....

Artikel 13 van het ontwerp bepaalt : "De overledene kan zijn erfgenamen, andere dan zijn afstammelingen, het recht ontnemen om de omzetting van het erfrechtelijk vruchtgebruik te vragen".

Die tekst zou beter op zijn plaats zijn in het nieuwe artikel 767, II, § 3, indien er werkelijk het erfrechtelijk vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot mee wordt bedoeld. Maar uit de memorie van toelichting bij artikel 13 (nr. 2) blijkt dat de Regering in feite, en alleszins in hoofdzaak, de omzetting van een aan de echtgenoot geschonken of vermaakt vruchtgebruik op het oog had.

Vervolgens zou uit de plaats welke die tekst inneemt in artikel 13, waar het gaat om een meer algemene toepassing van artikel 767, III, §§ 3 tot 6, op het aan de echtgenoot geschonken of vermaakte vruchtgebruik, met een overigens betwistbaar argument a contrario, eventueel kunnen worden afgeleid dat de overledene een zodanige gift niet kan onttrekken aan de toepassing van de §§ 3 tot 6.

Het ware dan ook verkieslijk aan artikel 767, II, § 3, een bepaling toe te voegen waarin de aangehaalde tekst van artikel 13 is overgenomen, en in artikel 13 de woorden "van het erfrechtelijk vruchtgebruik" te vervangen door "van dat vruchtgebruik".

*

* *

.../...

Over artikel 767, III, § 5.

De memorie van toelichting wijst erop dat de echtgenoot die het vruchtgebruik heeft, in de huidige regeling verplicht is een boedelbeschrijving van de roerende en een staat van de onroerende goederen te doen opmaken (artikel 600) en borg te stellen (artikelen 601 en volgende), maar dat de decujus hem daarvan kan ontslaan. De tekst van het ontwerp zou tot doel hebben die vrijstelling voortaan uit te sluiten, aangezien het grotere recht van vruchtgebruik van de echtgenoot een grotere bescherming van de blote eigenaars wettigt.

De tekst van § 5 maakt nochtans nergens melding van de borgstelling, waarvoor dus de huidige regeling zal blijven gelden, ofschoon die borgstelling de enige waarborg is voor de verplichtingen van de vruchtgebruiker inzake de onroerende goederen en de andere roerende goederen dan geldsommen en effecten aan toonder.

Mocht de Regering de borgstelling ook willen opleggen niettegenstaande alle hiermede strijdige bepalingen, dan zou dat in de tekst moeten worden verwoord.

*
* *

In § 6 van het nieuwe artikel 767 wil de Regering het huidige artikel 767, § 9, van het Burgerlijk Wetboek ongewijzigd overnemen.

Deze laatste tekst stelt onder 1° : "indien de aan de ouderlijke macht verbonden rechten hem geheel of gedeeltelijk ontnomen zijn, uit hoofde van het misbruik dat hij daarvan gemaakt heeft, of krachtens een veroordeling tot straf".

.../...

De wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming regelt het probleem van de ontzetting in de artikelen 32 tot 35. Zij kent gehele en gedeeltelijke ontzetting. Het begin van de aangehaalde tekst uit 1° ("indien de aan de ouderlijke macht verbonden rechten hem geheel of gedeeltelijk ontnomen zijn") kan ongewijzigd behouden blijven ; maar het vervolg ("uit hoofde van het misbruik dat hij daarvan gemaakt heeft, of krachtens een veroordeling tot straf") klopt niet met de voorwaarden inzake ontzetting die vermeld zijn in artikel 32 van de wet van 8 april 1965, volgens welke van de ouderlijke macht kunnen worden ontzet :

a) de vader of de moeder die is veroordeeld tot een criminele of correctionele straf wegens enig feit gepleegd op de persoon of met behulp van een van de kinderen of afstammelingen ;

b) de vader of de moeder die, door slechte behandeling, misbruik van gezag, kennelijk slecht gedrag of erge nalatigheid, de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind in gevaar brengt ;

c) maar ook de vader of de moeder die huwt met iemand die van de ouderlijke macht is ontzet, welk geval alleszins niet overeenstemt met artikel 767, § 9, 1°, van het Burgerlijk Wetboek.

*

Het huidige artikel 767, II, § 9, is overbodig geworden inzover het bepaalt dat de echtgenoot van zijn recht van vruchtgebruik uitgesloten is of het verliest:

"3° indien hij uitgesloten of ontzet is van de medevoogdij over de kinderen die zijn vrouw uit een vorig huwelijk heeft gehad".

.../...

De artikelen 395 en 396 van het Burgerlijk Wetboek, die de medevoogdij regelden, zijn immers opgeheven bij artikel 7, § 1, van de wet van 30 april 1958 betreffende de wederzijdse rechten en plichten van de echtgenoten.

Met inachtneming van deze opmerkingen zou de huidige § 9 van artikel 767 van het Burgerlijk Wetboek in het ontwerp moeten worden overgenomen in de volgende vorm :

"Wanneer er afstammelingen van de overledene bestaan, is de langstlevende echtgenoot uitgesloten van zijn recht van vruchtgebruik of verliest hij dit recht :

1° indien de aan de ouderlijke macht verbonden rechten hem geheel of gedeeltelijk ontnomen zijn ;

2° indien hij, wegens kennelijk wangedrag, uitgesloten of ontzet is van de voogdij over de kinderen die uit zijn huwelijk met de overleden echtgenoot geboren zijn".

In verband met dit laatste punt, moet worden nagegaan of het geval van ontrouw in het beheer, volgens artikel 444 van het Burgerlijk Wetboek een reden tot uitsluiting en ontzetting, niet moet worden toegevoegd aan het geval van kennelijk wangedrag. Zo ja, dan zou in de tekst onder 2°, na "wegens kennelijk wangedrag", moeten worden ingevoegd : "of wegens ontrouw in het beheer".

In verband met de aangehaalde tekst onder 1° kan men zich afvragen of hij nog in overeenstemming is met de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. Luidens artikel 33, 5°, daarvan betekent alleen de volledige ontzetting van de ouderlijke macht voor degene die erdoor getroffen wordt, ten aanzien van het betrokken kind en van diens afstammelingen :

.../....

"uitsluiting van het recht om hun nalatenschap geheel of ten dele te verkrijgen overeenkomstig artikel 746 van het Burgerlijk Wetboek". Krachtens het ontwerp nu zal de langstlevende echtgenoot verplicht van het recht van vruchtgebruik uitgesloten zijn of zal hij dat recht verliezen zelfs indien de aan de ouderlijke macht verbonden rechten hem slechts gedeeltelijk ontnomen zijn.

Artikel 5.

De aanvulling op artikel 757 van het Burgerlijk Wetboek is overbodig. Ze volgt rechtstreeks uit het door de Raad van State voorgestelde nieuw artikel 767, III, § 1, 2° (artikel 4 van het ontwerp), luidens hetwelk de echtgenoot op de goederen van zijn vooroverleden echtgenoot een recht van vruchtgebruik heeft dat de helft bedraagt wanneer hij wettige of natuurlijke afstammelingen achterlaat.

Zoals artikel 5 van het ontwerp is geredigeerd kan het trouwens verwarring stichten wat betreft de omvang van het recht van vruchtgebruik van de langstlevende echtgenoot.

Artikel 6.

Ook de vervanging van artikel 758 van het Burgerlijk Wetboek is onnodig.

De ontwerp-bepaling bedoelt immers dat het natuurlijk kind op de volle eigendom van de gehele nalatenschap slechts recht heeft wanneer er geen echtgenoot overblijft. Zo is de toestand van het natuurlijk kind reeds sedert de wet van 20 november 1896. Het ontwerp brengt daarin geen verandering. De bepaling heeft dus geen eigen rechtsinhoud.

.../...

Het is bovendien niet duidelijk waarom wel artikel 758 van het Burgerlijk Wetboek en niet tevens andere, soortgelijke bepalingen in die zin worden aangevuld.

Artikel 7.

Ofschoon de nieuwe bepaling geen wijziging brengt in de geldende regel, is het toch goed aan die regel te herinneren vooraan in een hoofdstuk dat handelt over de nalatenschappen die aan de Staat toekomen.

*
* *

Ter wille van de overeenstemming met het nieuwe artikel 723 van het Burgerlijk Wetboek (artikel 2 van het ontwerp), leze men :

"Is er geen wettige erfgenaam, natuurlijk kind of overblijvende echtgenoot, dan vervalt de nalatenschap aan de Staat".

Artikel 8.

Niet "het bestuur van de domeinen", maar de Staat kan beweren op de nalatenschap recht te hebben.

Voorgesteld wordt :

"De Staat die beweert op de nalatenschap recht te hebben, is gehouden de nalatenschap te doen verzegelen...".

Eenzelfde opmerking geldt voor artikel 11 van het ontwerp, waar "het bestuur van de domeinen" moet worden vervangen door "de Staat" en "het" door "hij".

.../...

Artikel 9.

Dit artikel moet in overeenstemming worden gebracht met het tekstvoorstel voor artikel 8.

Artikel 10.

Als artikel 771 van het Burgerlijk Wetboek wordt opgeheven, moet artikel 773, dat ernaar verwijst, worden aangepast. Artikel 773 zou daarenboven een plaats moeten krijgen in het hoofdstuk betreffende de rechten van natuurlijke kinderen.

Artikel 11.

Zie de opmerking bij artikel 8.

Artikel 13.

Het nieuw ontworpen artikel 1097 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt :

"De bepalingen van artikel 767, III, §§ 3, 4, 5 en 6,zijn van toepassing op het aan de echtgenoot geschonken of vermaakt vruchtgebruik. De overledene kan zijn erfgenamen, andere dan zijn afstammelingen, het recht ontnemen om de omzetting van het erfrechtelijk vruchtgebruik te vragen".

I.

Over de toepassing van artikel 767, III, § 3, op het aan de echtgenoot geschonken of vermaakte vruchtgebruik is gehandeld bij de bespreking van dat artikel.

.../....

II.

Door de toepassing van § 4 van artikel 767, III, op het aan de echtgenoot geschonken of vermaakte vruchtgebruik zal iedere erfgenaam, wat zijn deel betreft, de omzetting in een lijfrente kunnen vragen ; gelet op de algemene bewoordingen van het ontwerp moet daarbij geen onderscheid worden gemaakt tussen de erfgenaam die wel en de erfgenaam die geen legitimaris is ; wel staat het ontwerp de overledene toe dat recht te ontzeggen aan de erfgenamen die geen afstammelingen zijn.

Die nieuwe regel wordt hierdoor verklaard, dat het ontwerp een ruimer voorbehouden gedeelte in vruchtgebruik toekent aan de langstlevende echtgenoot ; voortaan zal de overledene aan zijn echtgenoot het gewoon beschikbaar gedeelte en bovendien het vruchtgebruik van het "aan de afstammelingen voorbehouden erfdeel" kunnen schenken (artikel 12) ; laat hij kinderen uit een vorig huwelijk achter, dan zal hij aan de persoon met wie hij een tweede huwelijk heeft aangegaan het vruchtgebruik van zijn gehele nalatenschap kunnen schenken (artikel 14). De memorie van toelichting zegt dan ook (bij artikel 12) : "dat zeer verruimd recht van de overlevende echtgenoot wordt in aanzienlijke mate beperkt door de omzetting in een lijfrente".

Tegenover de verruiming van het beschikbare gedeelte in vruchtgebruik vormt het omzettingsrecht dus een compensatie voor de beperking van het voorbehouden erfdeel ; dat recht kan de afstammelingen niet worden ontnomen.

.../...

Maar ook als die regel zo wordt gewettigd, is het nog niet verantwoord het recht tot omzetting van een geschonken of vermaakt vruchtgebruik uit te breiden tot erfgenamen die geen afstammelingen zijn. Een dergelijke uitbreiding strookt bovendien niet met de algemene strekking van het ontwerp, dat de echtgenoot een betere, niet een ongunstiger rechtstoestand wil bezorgen dan hij nu heeft.

In de huidige stand van de wetgeving immers kan de overledene die geen legitimaris achterlaat, zijn gehele nalatenschap, zelfs in eigendom, schenken aan zijn echtgenoot of aan wie dan ook ; de giften welke hij aan de een of de ander in vruchtgebruik mocht doen, kunnen dan niet in een lijfrente worden omgezet.

In de regeling van het ontwerp daarentegen blijft de toestand gelijk voor een vreemde of een bloedverwant aan wie een schenking in vruchtgebruik is gedaan, hetgeen vrij vaak voorkomt. Maar er komt verandering, alleen voor de giften in vruchtgebruik die de overledene heeft gedaan aan zijn echtgenoot, de enige voor wie die omzetting geldt. De echtgenoot zou dus minder goed worden behandeld dan een vreemde aan wie dezelfde gift wordt gedaan, zonder dat daarvoor enige reden is opgegeven.

De overledene zal weliswaar zijn erfgenamen die geen afstammelingen zijn, het recht tot omzetting kunnen ontzeggen. Heeft hij dat niet gedaan, dan wordt dus vermoed dat hij dat recht aan zijn erfgenamen heeft willen verlenen. De memorie van toelichting zegt echter niet waarom dat vermoeden gewettigd zou zijn als het gaat om een legaat in vruchtgebruik aan de echtgenoot, terwijl het niet bestaat als het gaat om dezelfde gift, maar dan gedaan aan iemand anders dan de echtgenoot. Wie een vruchtgebruik vermaakt, zelfs aan zijn echtgenoot, vergist zich niet in de aard en de

.../...

gevolgen van het door hem vermaakte recht : een zakelijk recht dat de ander in staat stelt om het gebruik en het genot van het goed zelf in natura te hebben, niet een lijfrente, en evenmin, naar het goeddunken van elk der erfgenamen, een vruchtgebruik of een rente waarvan de echtgenoot geregeld de herziening zou moeten vragen. A fortiori is dat zo wanneer een vruchtgebruik bij schenking onder de levenden wordt verleend ; het is niet zeer waarschijnlijk dat de beschikker zou hebben bedoeld, zijn echtgenoot dat vruchtgebruik te laten genieten zolang hijzelf nog leeft, om hem dan aan omzetting in lijfrente bloot te stellen als hij komt te sterven. Het is dus te voorzien dat de uitsluiting van het recht tot omzetting alras niet meer dan een stijlfiguur in schenkingen of testamenten bij notariële akte gaat worden, en dat alleen de in onderhandse testamenten aan de echtgenoot gemaakte legaten in vruchtgebruik nog onderworpen zullen zijn aan een omzetting, die de van de nieuwe bepaling onkundige erflater in feite kan zijn ontgaan.

De memorie van toelichting zegt op verschillende plaatsen (in verband met § 4 van artikel 767, III, en met artikel 12) dat het ontwerp uitgaat van de Franse wet van 13 juli 1963. Ook in die wet wordt het recht tot omzetting van giften in vruchtgebruik verantwoord als een prijs voor de verruiming van het gedeelte dat aan de echtgenoot in vruchtgebruik kan worden geschonken, maar tevens wordt uitdrukkelijk gesteld dat alleen de kinderen en afstammelingen van de overledene dat recht hebben (artikel 1094, derde lid, en artikel 1098, laatste lid, DALL 1968, Lég. 228 ; cfr. ook PONSARD, DALL, 1964, Lég. 316 en Rev. adm. droit civil 1965, blz. 568 en noot 70).

.../...

De memorie van toelichting stipt ook aan dat "de omzetting van het wettelijk vruchtgebruik thans van openbare orde is". Die opvatting, waarvan overigens al onder de opmerkingen bij artikel 4, nieuw artikel 767, III, § 4, is aangetoond hoe betwistbaar ze is, houdt niet goed steek als men bedenkt dat het hier gaat, niet om een vruchtgebruik dat bij een nalatenschap ab intestat overgaat, maar om een vruchtgebruik dat de overledene vrijwillig en werkelijk aan zijn echtgenoot heeft geschonken of vermaakt.

*
* *

In verband met het aan de afstammelingen toegekende recht tot omzetting moet nog een opmerking worden gemaakt.

In de memorie van toelichting (laatste lid over artikel 12) staat : "Het in volle eigendom toegekende gewoon beschikbaar gedeelte dat de echtgenoot wordt geschonken of vermaakt, is, wel te verstaan, door het recht op omzetting niet aangetast". Die passus zou overbodig zijn als gewoon werd bedoeld dat de giften in eigendom, aan de echtgenoot gedaan (binnen de grenzen van zijn beschikbaar gedeelte in eigendom), niet in een lijfrente kunnen worden omgezet. Bedoelt men daarentegen dat het recht tot omzetting uitgesloten is voor zover de gift in vruchtgebruik niet meer bedraagt dan hetgeen de overledene aan zijn echtgenoot in eigendom kon schenken, dan moet worden opgemerkt dat die beperking in de tekst van het ontwerp, algemeen gesteld als hij is, niet is neergelegd. De beperking ware nochtans hierdoor te verantwoorden, dat de overledene die, door een gift in eigendom aan zijn

.../...

echtgenoot, zijn afstammelingen het in eigendom beschikbaar gedeelte kan ontnemen, hun a fortiori, door een gift in vruchtgebruik aan zijn echtgenoot, alleen de blote eigendom van dat gedeelte kan geven zonder dat zij, in de mate van dat gedeelte, de omzetting van het vruchtgebruik in een lijfrente kunnen vorderen ; in dat geval en in die mate heeft de overledene het beschikbaar gedeelte in vruchtgebruik immers niet gebruikt en is geen bescherming meer vereist als compensatie voor de omzetting. Laat de overledene bijvoorbeeld drie kinderen achter en heeft hij aan zijn echtgenoot een vierde van zijn nalatenschap in vruchtgebruik vermaakt, terwijl hij hem tot een vierde in eigendom en drie vierde in vruchtgebruik had kunnen vermaken, dan kan worden aangenomen dat hij, nu hij zijn kinderen immers het vierde in eigendom geheel had kunnen ontnemen, zich ertoe mag beperken hun een vruchtgebruik van een vierde te ontnemen zonder mogelijkheid tot omzetting.

III.

Doordat het ontwerp het nieuwe artikel 767, III, § 6, toepasselijk verklaart op een vruchtgebruik dat de overledene aan zijn echtgenoot heeft willen schenken of vermaken, gaan daarvoor nu de oorzaken gelden waardoor aan erfrechtelijk vruchtgebruik een einde komt (nieuw huwelijk van de begiftigde echtgenoot, indien er wettige afstammelingen van de overledene zijn), en waardoor men ervan uitgesloten wordt of het verliest (gehele of gedeeltelijke ontzetting van de ouderlijke macht, uitsluiting of ontzetting van de voogdij, als er afstammelingen van de overledene zijn).

De memorie van toelichting geeft daarvoor geen redenen op.

.../...

Ook al is er van die verruiming alleen sprake als er afstammelingen van de overledene zijn (artikel 767, III, § 6), ze kan niet, zoals het recht tot omzetting, gezien worden als een bescherming van het voorbehouden erfdeel van de afstammelingen ter compensatie voor de grotere mogelijkheden om schenkingen in vruchtgebruik te doen : de ontwerp-bepaling heeft in de gevallen waarop zij doelt tot gevolg, dat de gift in vruchtgebruik zelf teniet gaat of uitgesloten wordt.

De vraag kan worden gesteld, of de Regering de nieuwe bepaling ziet in verband met een vermoedelijke wilsuiting van de beschikker.

Wordt een zodanig vermoeden als rechtsgrond voor het ontwerp aanvaard, dan moet ook worden aangenomen dat beschikken in tegenovergestelde zin geoorloofd is : het gaat immers om een gift waarvan omvang en voorwaarden afhangen van de wil van de beschikker, voor zover die wil niet met de openbare orde in strijd komt.

Mocht de Regering echter een bijzondere onbekwaamheid om te verkrijgen en zelfs de mogelijkheid om een reeds verkregen gift te verliezen willen invoeren, dan ware het de beschikker onmogelijk die oorzaken van onbekwaamheid of verlies uit de weg te gaan.

Hoe de bepaling ook mag worden verantwoord, er blijft nog dit, dat de voorgenomen verruiming van § 6 van het nieuwe artikel 767, III, alleen geldt voor het vermaken of schenken van vruchtgebruik, niet voor giften in eigendom.

.../...

De tekst zelf van het ontwerp zegt niet of de beschikker zijn gift aan de oorzaken van beëindiging, uitsluiting of verlies kan onttrekken. Artikel 13, dat het bepaalde in de §§ 3 tot 6 van artikel 767, III, toepasselijk verklaart op het aan de echtgenoot geschonken of vermaakte vruchtgebruik, en dat de overledene vervolgens alleen maar toestaat voor zijn andere erfgenamen dan zijn afstammelingen af te wijken van de toepassing van § 3, zou kunnen worden begrepen als de mogelijkheid uit te sluiten om met name van de toepassing van § 6 af te wijken. Om onzekerheid te voorkomen, zou de Regering de strekking van het ontwerp in een dienstige tekst moeten verduidelijken.

Artikel 14.

Het voorgestelde nieuwe artikel 1098 bepaalt : "De echtgenoot die kinderen heeft uit een vorig huwelijk mag aan zijn echtgenoot niet meer schenken dan het vruchtgebruik van zijn nalatenschap of het gewoon beschikbaar gedeelte bepaald in artikel 913 van het Burgerlijk Wetboek".

Zoals de memorie van toelichting (blz. 14) zegt, zal de decujus "aan zijn echtgenoot ofwel het vruchtgebruik van de nalatenschap kunnen schenken, ofwel het gewoon beschikbaar gedeelte (artikel 913 van het Burgerlijk Wetboek : de helft, een derde of een vierde naar gelang van het aantal kinderen)".

Maar wat gebeurt er als de erflater geen keuze heeft gedaan (bijvoorbeeld "ik vermaak aan mijn echtgenoot al wat de wet mij toestaat hem te schenken"),of als zijn wilsuiting niet duidelijk is ? Wie zal dan de keuze mogen doen ? De langstlevende echtgenoot ? De legitimarissen ?

.../...

Artikel 15.

Dit artikel heft artikel 1100 van het Burgerlijk Wetboek op, maar naar dat artikel wordt verwezen in artikel 33, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 308 van 31 maart 1936 tot invoering van het Wetboek der successierechten.

Door die opheffing komt men derhalve voor de moeilijkheden te staan waartoe wetgeving bij verwijzing aanleiding pleegt te geven.

Artikel 33 van het Wetboek der successierechten heeft in beginsel "de schulden aangegaan door de overledene ten behoeve van een zijner erfgenamen, legatarissen of begiftigden of van tussenpersonen" uit het te hunnen voordele aanneembaar passief geweerd en heeft als tussenpersonen beschouwd de in de artikelen 911, laatste lid, en 1100 van het Burgerlijk Wetboek vermelde personen (dus onder meer de kinderen van een echtgenoot van de erfgenaam die uit een ander huwelijk zijn geboren).

Voor de fiscus gaat het erom een al te gemakkelijke ontduiking te verijdelen, die op zichzelf niets uitstaande heeft met artikel 1100 ; de verwijzing is er alleen om de redactie te vereenvoudigen.

Is het verantwoord artikel 1100 op te heffen omdat het tussen echtgenoten bijzonder beschikbaar gedeelte voortaan gunstiger is dan het gewone beschikbaar gedeelte, dit lijkt niet mee te moeten brengen dat de grond van artikel 33 van het Wetboek der successierechten wordt gewijzigd in zover het naar artikel 1100 verwijst.

Om betwisting te voorkomen, is het dan ook geraden de redactie van genoemd artikel 33, derde lid, te veranderen.

.../...

Artikel 17.

Dat het ontwerp artikel 3 van de wet van 16 mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen opheft, schijnt op een vergissing te berusten.

Dat artikel 3 blijft immers van nut om te voorkomen dat de blote eigendom van woonhuis of huisraad, waarvan de echtgenoot krachtens artikel 767, III, § 3, voor het geheel het vruchtgebruik heeft gekregen, wordt geveild of verdeeld.

Er kan volstaan worden met in artikel 3 te verwijzen naar artikel 767 van het Burgerlijk Wetboek in plaats van naar "het vorig artikel".

SLOTOPMERKINGEN.

De Raad van State ziet in het ontwerp een goede aanleiding om de nog geldende bepalingen van de wet van 16 mei 1900 tot wijziging van het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen in het Burgerlijk Wetboek in te voegen, zoals gedaan is voor de wet van 1 mei 1849, die door de wet van 10 juli 1967 ingevoegd is in het Wetboek van strafvordering.

Daarmee zou tegemoet gekomen worden aan de behoefte aan coördinatie, die groter wordt naarmate het aantal wetteksten toeneemt.

Tenslotte zij men erop bedacht, ongewoon lange artikelen in verscheidene artikelen te splitsen, zodat latere verwijzingen naar die teksten gemakkelijker en veiliger worden.

ɔre était composée de — De kamer was samengesteld uit

ırs :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
ɐn :		staatsraad,	voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
ɐ :	G.CISELET,	staatsraden,	
ɯw :			
.eurs :	R.PIRSON,	assesseurs de la section	
ɐren :		de législation,	
	F.RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la ver-
on française et la version
ɐerlandaise a été vérifiée sous le
ɔntrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par
l.H.ROUSSEAU, substitut de
l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.H.ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s.) G.VAN BUNNEN.